

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 9
DIMANCHE 10 OCTOBRE**
N°275 1 50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

**LE 7 OCTOBRE
DANS TOUTE
LA FRANCE**

«Ce n'est qu'un
début, continuons
le combat !»

Voir p. 4

LA PLUS GRANDE MOBILISATION DEPUIS 68 !

**C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT FRAPPER
TOUT DE SUITE !**

Le plan Barre a fait contre lui l'unanimité des travailleurs. Ils étaient des centaines de milliers dans les rues de Paris, des millions dans toute la France, à affirmer massivement : «Le plan Barre ne passera pas !». C'est à coup sûr, la plus grande mobilisation populaire depuis mai 68.

Dans de nombreux secteurs d'activité, les travailleurs n'avaient pas attendu le 7 pour engager l'action. Depuis une semaine, des débrayages éclatent ici et là. La puissante mobilisation du 7 octobre va donner une impulsion nouvelle à cet essor des luttes. Déjà, des travailleurs poursuivent le mouvement : les postiers de Caen, aux Miroiteries de l'Ouest, les chauffeurs de bus de Besançon...

Dans les rangs des manifestants, la voie de la lutte s'affirmait. «Contre le chômage, contre la vie chère, préparons l'offensive ouvrière», était massivement scandé. Ne pas attendre 78 pour faire échec au plan Barre, c'était la volonté unanime de ces millions de travailleurs en grève jeudi.

De nombreuses luttes sont déjà engagées, d'autres peuvent bientôt l'être. Les bataillons de la classe ouvrière s'y préparent. L'imposante démonstration du 7 octobre a rassemblé les forces prêtes au combat. On ne peut en rester là. Deux voies sont possibles :

● D'un côté, celle préconisée par les partis de la gauche qui se contenteraient bien de quelques journées d'action en attendant les élections et qui sont tout prêts à brader l'énorme potentiel de révolte d'aujourd'hui. Les uns pour récupérer quelques milliers de voix des cadres ou autres ingénieurs, les autres tel Mitterrand, qui s'était prudemment tenu à l'écart de la manifestation de jeudi, préférant préparer son accession au gouvernement ; il ne veut pas trop se faire remarquer dans les mobilisations populaires.

● L'autre voie, c'est celle de la lutte, du développement de l'action. Quand ils affirment par centaines de milliers : «Nous n'attendons pas 78», les travailleurs montrent qu'ils entendent s'opposer dès maintenant à la violente attaque de la bourgeoisie contre leur pouvoir d'achat et leur emploi. La lutte contre le plan Barre, c'est une question urgente. L'offensive ouvrière pour faire reculer la bourgeoisie aujourd'hui, c'est possible et c'est nécessaire.

G. P.

«Hier, dans la rue,
aujourd'hui,
ils continuent»

Lire page 5

DE NOS CORRESPONDANTS



Liban :

FACE AUX NOUVELLES MENACES D'AGRESSION SYRIENNE

ETAT D'ALERTE A SAÏDA

● «L'AIDE HUMANITAIRE» D'ISRAËL AU SUD-LIBAN

**Transports d'armes en ambulances pour
l'extrême-droite libanaise**

lire P. 7

Corse : reportage à Bustanico

**«Ce qu'il faut, c'est le départ
de la légion toute entière !»**

Voir p.6

EN PAGE 2 : LA SUITE DE NOTRE DOSSIER :

De Helsinki à la doctrine Sonnenfeldt

LA DÉTENTE EN QUESTION

**Le Marché
Commun contre
les petits
producteurs de lait**

**Nouvel
impôt décidé
par la
commission
de Bruxelles**

Il y a pire calamité que la sécheresse pour les paysans, c'est la commission agricole de Bruxelles. Les dernières propositions de Lardinois le commissaire européen chargé des questions agricoles sont particulièrement graves pour les producteurs de lait qui sont dans leur majorité des petits et moyens paysans. Prenant prétexte de la surproduction de lait, provoquée par la politique agricole commune et les prix de détail prohibitifs, Lardinois veut frapper les producteurs. L'excédent actuel est de 164 000 tonnes de beurre et de 1,1 million de tonnes de lait, et la production annuelle dépasse régulièrement la consommation. D'après les experts de Bruxelles, même avec la sécheresse, la production européenne en 76 sera supérieure à la consommation. La Commission de Bruxelles propose donc pour faire baisser la production :

- L'institution d'une taxe de 2,5 % en 77 prélevée sur tous les producteurs de lait, sur les quantités de lait qu'ils vendent ou qu'ils transforment en beurre ou en crème. Seules les zones de montagne et les régions défavorisées seraient exemptées de cette taxe.

- La suspension pendant trois ans de toutes les aides communautaires accordées aux investissements concernant la transformation et la commercialisation du lait.

Ces mesures sont accompagnées d'une subvention pour favoriser la consommation de lait dans les écoles, et d'une aide pour l'abattage des bovins atteints de tuberculose, de leucose et de brucellose. Cette aide serait limitée à 330 F par vaches !

Déjà durement touchés par la sécheresse, les petits producteurs de lait, si ces propositions sont retenues devront encore payer un impôt à la Commission de Bruxelles. Une riposte massive immédiate s'impose pour faire échec à ce mauvais coup.

IL Y A UN AN : HELSINKI

LA «DOCTRINE SONNENFELDT»

UN CYNIQUE PARTAGE DE L'EUROPE

Au mois de novembre 1975, un remaniement important de l'équipe dirigeante américaine révèle les contradictions qui agitent l'impérialisme US ; victime de la « purge » : Schlesinger, ministre de la défense. Sujet de la dispute : la « détente ». Schlesinger, qui estime qu'elle profite principalement au social-impérialisme, appelle à intensifier la course aux armements. Kissinger, le vainqueur de la controverse, entend poursuivre la recherche d'un compromis.

Le contenu de ce compromis sera mieux connu en avril, quand un double exposé de Kissinger et de son adjoint Sonnenfeldt devant des diplomates américains sera révélé : « Nous nous opposons aux gouvernements communistes en Europe, et nous dialoguons avec eux en Europe orientale », propose le ministre des affaires étrangères.

Politique de sphères d'influence, définie cyniquement ; Sonnenfeldt, « institutionnalise les relations entre l'Europe orientale et l'Union soviétique » ; Kissinger : « Le temps où l'Europe cherchait à se définir elle-même est révolue. Nous sommes maintenant plus près de l'association atlantique que nous avions projetée ». Les Etats Unis cherchent donc à s'entendre avec Brejnev sur un statu-quo de leurs zones de domination respectives.

Logique de brigand, tout d'abord : la

Roumanie et la Yougoslavie protestaient violemment contre cette manière de les « attribuer » à l'URSS sans leur demander leur avis. Mais aussi, logique de bourgeoisie en déclin, qui cherche à faire la part du feu : « Notre problème est désormais de vivre dans un monde qui compte une autre super-puissance » ; « Il n'y a pas que les Soviétiques, il y a les autres puissances industrielles, les pays producteurs de matières premières, et même la puissance politique combinée des petits états ». (Sonnenfeldt).

Cette politique est lourde de menaces pour l'avenir, car elle implique une décision de garder la main à tout prix sur la zone ainsi délimitée. D'où un double danger d'intervention contre-révolutionnaire, car Kissinger s'inquiète de « L'évolution intérieure » des pays européens. Mais aussi, le compromis voulu avec Brejnev est nécessairement voué, à terme, à l'échec : celui-ci vise en effet la part que son rival prétend se réserver. Le social-impérialisme entend réaliser un déséquilibre des forces en sa faveur en profitant de l'affaiblissement de l'impérialisme américain, dû notamment aux succès du mouvement de libération des peuples.

Tôt ou tard, si nous ne les arrêtons pas, ils en viendront à se battre chez nous, pour se partager les zones de domination.

«COOPÉRATION ÉCONOMIQUE» ET APPÉTITS IMPÉRIALISTES

«Influencer la façon avec laquelle la puissance soviétique se développe et est utilisée», «amener l'URSS à nouer un réseau de liens avec l'Occident». Tels sont les buts que Sonnenfeldt, adjoint de Kissinger, assignait au développement des relations économiques des

L'URSS IMPORTATRICE DE MACHINES ET EXPORTATRICE DE MATIÈRES PREMIÈRES

Or, les conditions dans lesquelles se déroulent ces échanges méritent d'être examinés de près. D'abord, sur quoi ils portent : en règle générale, le

que subissent les pays du Tiers Monde, de la part de l'Ouest.

DÉPENDANCE DE L'EUROPE VIS-A-VIS DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

Ainsi, par exemple, l'énormité des achats de céréales américaines par

des exportations allemandes : voilà qui peut suffire à déterminer le bénéfice ou le déficit d'un commerce extérieur. Ainsi, autant, sinon plus, qu'une dépendance soviétique à l'égard de l'Ouest, le développement des échanges entraîne une dépendance de l'Ouest (particulièrement de l'Europe) vis à vis du social-impérialisme.

LES ÉCHANGES AVEC L'OCCIDENT AU SERVICE DE LA POLITIQUE SOCIAL-IMPÉRIALISTE

Un autre facteur mérite examen : la destination à laquelle la nouvelle bourgeoisie soviétique consacre ses importations. Si la faiblesse relative de son économie est déterminée par l'expansion systématique des armements au dépens des autres secteurs, les machines et la technologie qui viennent de l'Occident contribuent à lui permettre de maintenir cette orientation ; par exemple, à quoi bon investir dans l'agriculture, quand on peut résoudre le déficit alimentaire par des importations de céréales ? Il y a plus : les machines et la technologie en provenance des Etats Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon, peuvent contribuer, directement ou indirectement, à un effort de guerre : par exemple, les ordinateurs, sur lesquels Moscou développe sa « coopération » avec la France, sont une composante essentielle de bien des armes modernes. Et même des industries ap-

provenance des Etats Unis, du Japon, d'Allemagne de l'Ouest, de France, de Grande Bretagne et d'Italie, passaient de cinq à neuf milliards de dollars, tandis que ses exportations vers ces mêmes pays étaient stagnantes. Face à cette situation, certaines bourgeoisies occidentales se sont entendues pour refuser les prêts aux conditions demandées par Moscou.

La bataille, déjà engagée sur le terrain politique et stratégique, pour le contrôle de l'Europe, s'étend donc entre les USA et l'URSS au terrain économique et financier. Les difficultés que connaissent les deux super-puissances, ainsi que les capitalistes européens, vont la rendre encore plus aiguë au cours des années à venir.

à suivre

LES PRESSIONS DE BREJNEV SUR LES RÉVISIONNISTES DE L'OUEST

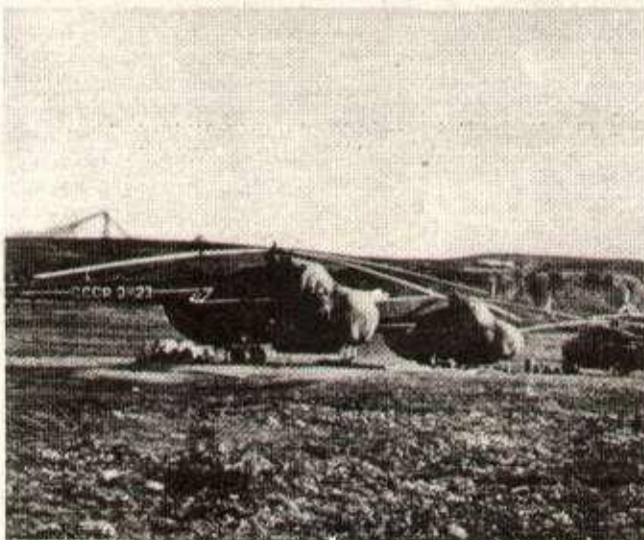
Du vingt-cinquième Congrès du parti révisionniste d'Union Soviétique, tenu au mois de février dernier, à la conférence de Berlin-Est des partis révisionnistes européens, la question des rapports entre le parti de Brejnev et les partis soi-disant communistes occidentaux a tenu une grande place dans l'actualité de ces derniers mois. La question est d'importance : en France, en Italie, en Espagne, la crise des vieilles bourgeoisies européennes est avancée au point que la question de la participation au pouvoir de plusieurs partis révisionnistes se trouve posée.

Dans quelles conditions le social-impérialisme pourra-t-il tirer profit d'une telle éventualité ? C'est là le souci qui l'anime. Or, les liens croissants des partis révisionnistes occidentaux avec leur propre bourgeoisie, l'image de plus en plus repoussante que les masses, non seulement de la petite bourgeoisie, mais aussi de la classe ouvrière, ont du « socialisme » soviétique ont conduit de plus en plus ces différents partis à prendre leurs distances à l'égard du « grand frère » de Moscou. Le dernier en date à suivre cette évolution est justement le P.C.F.

Aussi, Brejnev, dès les XXV^e Congrès de son parti, n'a pas manqué de multiplier les pressions pour « l'internationalisme prolétarien ». Ce qui, de sa part, veut dire l'alignement sur sa politique et ses intérêts. Peine perdue : la conférence de Berlin refusait d'inscrire cette notion dans son communiqué final, insistant au contraire sur « le principe d'égalité et d'indépendance entre les parties pour des rapports de

l'Europe occidentale, « aussi bien avec les Etats Unis qu'avec les pays socialistes ». Pourquoi donc Brejnev a-t-il quand même accepté de se rendre à la conférence, de signer le communiqué final ? Pourquoi lors du XXV^e Congrès de son parti, a-t-il tenu spécialement à rencontrer Berlinguer, secrétaire général des révisionnistes italiens, alors que celui-ci avait pris la tête de la contestation ? C'est que la venue au pouvoir d'un ou plusieurs partis révisionnistes occidentaux signifierait nécessairement un relâchement des liens entre les pays en cause et les Etats Unis (ceux-ci ne cessent d'ailleurs, avec le soutien actif de la bourgeoisie ouest-allemande, d'exercer des pressions en vue de l'éviter). Il s'en suivrait nécessairement un renforcement des liens avec Moscou.

De plus, le social-impérialisme peut espérer que les candidats occidentaux aux postes de nouveaux bourgeois, menacés tout à la fois par le mouvement de leur propre prolétariat et par les résistances des anciennes bourgeoisies (qui n'entendent pas se laisser déloger sans rien faire), recherchent des appuis extérieurs de son côté et il pourrait y mettre ses conditions. Aussi, tout en veillant à maintenir, quelles que soient les difficultés rencontrées, ses liens avec nos révisionnistes, on peut s'attendre à ce que Brejnev poursuive ses pressions pour les mettre au service de ses intérêts. D'ici là, il peut toujours leur être reconnaissants de continuer à prêcher, sur le même ton que lui, l'air de la « détente », qui désarme les peuples devant le danger de guerre.



1976 : Hélicoptères de l'armée soviétique basés dans le Spitzberg, territoire norvégien.



1976 : Manœuvres de l'OTAN : débarquement de GIS sur les côtes de Norvège.

USA avec l'autre super-puissance. Dans la bouche du chancelier allemand Schmidt, on retrouve les mêmes propos : il est parfaitement clair que les relations économiques Est-Ouest ont des implications politiques importantes. Brejnev, de son côté, ne s'est-il pas empressé de rassurer l'opinion publique française, mardi dernier, à la télévision, en soulignant que les importations en provenance de l'Ouest ne représentaient que 1% du produit brut de l'Union soviétique ?

social-impérialisme et ses satellites importent des machines, de la technologie de pointe, des produits alimentaires, et exportent des matières premières. C'est donc les difficultés économiques du Kremlin qui se reflètent : mauvaises récoltes à répétition, technologie retardataire du fait de la concentration de l'effort économique sur l'appareil militaire. Mais le niveau de développement de l'URSS, la puissance de son économie, interdisent d'assimiler ce commerce au pillage

l'URSS a suffi à entraîner, non seulement une hausse sur le marché mondial, domageable aux pays du Tiers Monde, mais même une hausse sur le marché intérieur américain, aux dépens des masses populaires. A l'heure de la crise économique, l'importance des marchés en présence permet à Moscou de mettre sérieusement en concurrence les différentes bourgeoisies occidentales. Que l'on songe, par exemple, que le commerce avec l'Est représente à l'heure actuelle plus de 7%

parement aussi innocentes que des usines d'automobile ou de camions, comme l'URSS s'en est fait livrer clés en main, pourraient facilement se convertir dans la fabrication de blindés.

LASPECULATION DEMOSCOU SURL'INFLATION OCCIDENTALE

Une autre particularité des échanges entre Moscou et les bourgeoisies occidentales, c'est que, le rouble n'étant pas conver-

Le PCF défenseur du secteur nationalisé :

UN AUTRE PROJET DE RELANCE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Un rapport de la commission des Finances demandant un contrôle plus strict des activités des entreprises nationalisées et critiquant la politique de la Régie Renault a relancé la polémique sur le secteur nationalisé qui agite régulièrement la classe dominante. Une partie des bourgeois propriétaires de leurs moyens de production ne voit pas sans inquiétude le développement d'une entreprise comme Renault, et demande que son expansion en dehors du secteur automobile soit limitée. A cette position s'opposent les possesseurs de capitaux qui sont suffisamment forts pour ne pas craindre la puissance du secteur nationalisé ou qui ont compris qu'ils y avaient tout avantage, c'est le cas des capitalistes monopolistes, et de la fraction de la bourgeoisie qui, ne tirant pas ses revenus de la possession de capitaux mais de ses positions dominantes dans le secteur nationalisé, ont tout intérêt à son développement. Dans ce camp, se situe également le PCF qui réagit vivement chaque fois que les nationalisations sont critiquées.

Le PCF ne se limite plus seulement à la défense du secteur nationalisé, il fait désormais des propositions très précises pour sa gestion et son développement, c'est ce qui ressort d'un article de l'hebdomadaire «France Nouvelle» sur l'activité des sections CGT à RMO (Renault Machine Outil), sous l'impulsion des membres du PCF qui les dirigent.

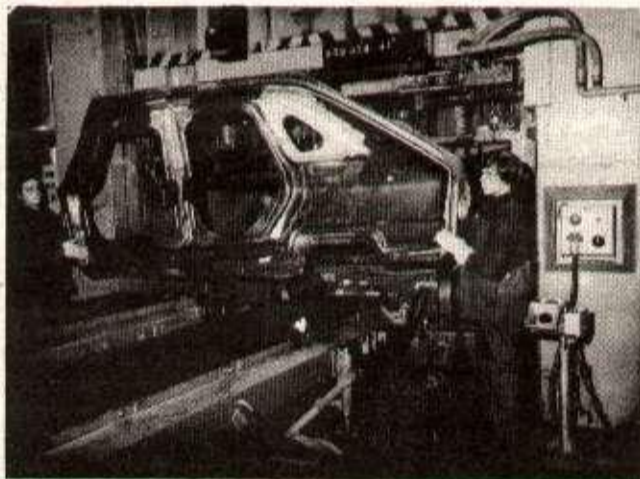
LA DÉFENSE DE L'INTÉRÊT DE LA RÉGIE RENAULT

La Régie Renault a été amenée à s'intéresser à la machine outil parce qu'elle en avait besoin pour ses propres chaînes, et depuis trois ans pour des raisons de diversification de ses activités afin d'amortir les effets des crises dans l'automobile. Ayant absorbé plusieurs entreprises de machine outil, et créé des filiales privées, elle tente actuellement de restructurer ses activités en transférant une partie des effectifs et des activités de RMO à ses filiales spécialisées. D'autre part, elle veut limiter son effort dans la machine outil aux domaines les plus concurrentiels, au grand dam des dirigeants PCF de la CGT de RMO. Ceux-ci ont élaboré «un ensemble de propositions cohérent, réaliste pour le maintien et le développement d'un puissant secteur de machines-outils, équipements et automatismes, destiné à assurer l'indépendance technologique de la France, de la Régie nationalisée menacée par l'existence du puissant groupe privé Peugeot...». Sur ces propositions, le PCF par l'intermédiaire de la CGT va tenter de constituer l'union entre ouvriers, cadres, ingénieurs et techniciens.

LE CONTENU DE CLASSE DES PROPOSITIONS DU PCF

D'après «France Nouvelle», la direction a dû reculer et accepter de

négoier sur la base du projet élaboré par les sections CGT «car le triptyque indépendance nationale, développement de la nationalisation, amélioration des conditions de travail et de la



qualification a un contenu de classe qui n'offre au pouvoir et à la direction aucune possibilité de récupération».

Le contenu de classe est assez évident, la plupart des ouvriers l'ont saisi, et «France Nouvelle» doit reconnaître à demi-mot que les OS n'ont pas été enthousiasmés par ces propositions, auxquelles pour les rallier était ajoutée l'amélioration des conditions de travail.

Deux remarques permettent d'éclairer le contenu précis donné par le PCF à cette revendication : d'une part, elle est subordonnée à l'intérêt de la Régie, les patrons ne disent pas autre chose ; d'autre part, parmi les récriminations des militants du PCF vis-à-vis de la direction de Renault, il y a le reproche d'avoir écarté «un spécialiste de valeur mondiale qui fut à l'origine des premières chaînes de transferts». Les chaînes de transferts constituent un degré jamais atteint d'asservissement du prolétaire à la machine le réduisant au rôle d'appendice soumis à son rythme infernal. Dans ces conditions, l'amélioration des conditions de travail est une sinistre plaisanterie.

ration des conditions de travail est une sinistre plaisanterie.

LE XXII^e CONGRÈS MIS EN APPLICATION

Cette activité du PCF à Renault, la nature de ses propositions sont significatives, c'est la mise en œuvre de la ligne du XXII^e Congrès «d'union du peuple de France» pour un «socialisme aux couleurs de la France». Les ouvriers sont appelés à lutter pour défendre les intérêts d'une entreprise nationalisée qui occupe une place stratégique pour l'impérialisme français.

Le secteur de la machine outil constitue un point faible de l'impérialisme français qui est dépendant de l'Allemagne (il importe 56 % de ses machines outils) et se trouve en position de faiblesse sur les marchés.

Sidérurgie :

FERRY ANNONCE :

«plus de chômage qu'en 75»

Sous le prétexte du retour de la crise, les patrons de la sidérurgie ont déjà recommencé à recourir au chômage partiel. En Lorraine, vingt-huit mille ouvriers de Sacilor vont être mis en chômage partiel avant la fin de l'année. Mais il faut croire que ce n'est là qu'un avant goût des mesures de chômage que les patrons préparent. A la réunion du comité consultatif de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), les patrons de la sidérurgie ont tenté de se mettre d'accord sur un plan anti-crise. A cette occasion Ferry a déclaré que la crise «se traduit au niveau de l'emploi par un nouveau chômage conjoncturel, qui risque de s'étendre bien au-delà des limites dans lesquelles il avait pu être contenu en 1975».

En 75, les licenciements avaient touché des milliers d'ouvriers, et le chômage partiel avait sévèrement amputé les salaires de l'ensemble des ouvriers de la sidérurgie. Faudra-t-il accepter que ce soit pire encore cette année, alors qu'il y a quelques mois c'était l'euphorie de la reprise chez les patrons. En mai, ils recevaient un cadeau de 1,4 milliard de la part du gouvernement pour financer leurs investissements.

A la même époque, ils annonçaient que la production de l'acier allait augmenter de 26 % d'ici 1980 et que l'emploi serait maintenu. Que signifie les cris alarmistes de Ferry aujourd'hui ? Deux choses : que la concurrence internationale continue de se durcir, les patrons européens se plaignent notamment de la concurrence japonaise, et de la baisse de leurs

exportations en raison des mesures prises par les Américains pour protéger leur marché. Deuxièmement, la restructuration commencée en 75 n'a pas été assez poussée, l'appareil productif est encore nettement inadapté, la modernisation et, l'élimination des secteurs non rentables insuffisantes. Le chantage à la crise reprend donc pour faire accepter de nouveaux sacrifices aux travailleurs : augmentation des cadences, chômage partiel et licenciements. Ceux de Sacilor Sollac ont riposté par la lutte à ces menaces. L'extension de la lutte aux autres entreprises de la sidérurgie est nécessaire pour mettre en échec ce nouveau plan de crise qui va frapper les 160 000 sidérurgistes.

S. L.

A PROPOS DE L'EMISSION D'ANTENNE 2 LE PCF A-T-IL CHANGÉ ?

Le sujet de l'émission «Apostrophes» de Bernard Pivot, sur Antenne 2, hier soir («Les communistes changent-ils ?»), montre une fois encore, la complaisance des grands moyens d'information à l'égard du PCF d'aujourd'hui. Il n'y a pas de semaine sans que les chaînes de télé se penchent sur l'étude du PCF, de Marchais, ou d'une autre vedette révisionniste.

Pour ce débat, deux hommes avaient été conviés, deux personnalités aux antipodes du communisme : Pierre Daix, qui a quitté le PCF au moment de l'affaire Soljenitsyne, défendant systématiquement cet écrivain fascinant et tsarophile ; et, d'autre part, Jean Ellenstein, codirecteur du «Centre de Recherches et d'Études marxistes», historien patenté, étoile montante des nouveaux intellectuels du PCF, qui vient de publier une étude détaillée sur son parti.



Jean Ellenstein

Les écrits d'Ellenstein (par exemple «le phénomène stalinien», «histoire de l'URSS») ne sont d'ailleurs pas passés sans réticences au sein du PCF. Cet homme incarne, en effet, la ligne la plus droitière, la plus en rupture avec le passé révolutionnaire du PCF. La ligne révisionniste, en un mot, qui s'étale sans honte, sans fard.

Le livre d'Ellenstein traite d'ailleurs du PCF de 76, celui du 22^e congrès ; il en évacue le passé comme si sa simple évocation lui donnait la nausée ; pour lui, cette époque se réduit à «l'image d'un PC stalinien monolithique», et sous prétexte de modernité, d'adaptation aux «conditions d'aujourd'hui», l'auteur vomit à chaque instant sur le PC d'hier. On le comprend. Dans les années 30, Ellenstein, le superhistorien bourgeois n'aurait pas pu trouver au PCF une synécure et une célébrité. On ne s'étonne pas alors que tous les éléments donnés sur la vie interne, la composition sociale, etc... du PCF vont dans le même sens : les cellules dont on détaille le nombre, mais qui jamais ne sont amenées à participer à l'élaboration de la ligne politique ; le centralisme

démocratique, qui est rangé dans la catégorie «exotique et passiste» avec la prise du palais d'Hiver ; le rôle dirigeant de la classe ouvrière qui se transforme en «influence dirigeante».

Tout le ton d'Ellenstein est empreint de ce relativisme pacifiste et social-démocrate qui cherche à noyer le mouvement ouvrier, à l'accrocher aux basques de la bourgeoisie. «Le pluralisme», la «diversité», sont des masques bien commodes pour cacher l'abandon des principes prolétariens léninistes, de ce qui fait la sève et la colonne vertébrale du marxisme. La «culture» est placée au dessus de tout, loin des ouvriers, non leur fait. Là aussi la «tolérance» est de rigueur : l'écrivain fasciste et raciste Ionesco est qualifié de «plus grand écrivain de théâtre de notre temps».

La distance prise avec l'URSS est ici systématisée : au point que «France Nouvelle» a récemment protesté contre l'affirmation d'Ellenstein, sur l'inexistence des libertés en URSS. «Nous ne voulons ni de goulag, ni d'expositions artistiques interdites, ni d'œuvres littéraires censurées, ni d'hôpitaux psychiatriques pour délits

politiques, ni de persécutions contre des chrétiens ou des juifs», clame Ellenstein. Mais ce cri apparemment défenseur des libertés n'est là que pour enterrer l'essentiel, ce qui crève les yeux de plus en plus : en URSS l'exploitation de l'ouvrier a été restaurée, le capitalisme est revenu.

Que reste-t-il à la fin d'un tel catalogue destiné à séduire les cadres et intellectuels, pour qu'ils abandonnent le PS ? L'image d'un parti qui a «perdu ses poings, ses militants». Un parti qui refuse même maintenant de lever le poing. Un parti où le cadre qui gagne un million paye 100 F de cotisation, et où les finances viennent des bontés de la bourgeoisie : 20 millions nouveaux d'indemnités parlementaires pour 45 millions de cotisations. Un parti contre révolutionnaire, en un mot. Ellenstein, ne définit-il pas d'ailleurs la révolution comme «un processus de longue durée, marqué par des étapes diverses et dont l'arme principale sera le bulletin de vote ? Autant dire l'enterrement de la révolution».

R. LEFORT

S: LIVET

7 OCTOBRE... 7 OCTOBRE...

CE N'EST QU'UN DEBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

■ BESANÇON

Plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté dans les rues de Besançon à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FEN. Etaient présents en grand nombre les Lip (plusieurs centaines), ceux de Rhodia, mais aussi de fortes délégations du secteur public, de l'hôpital de Besançon, et de Neuville, du secteur agricole où l'activité syndicale s'est développée récemment avec la CFDT, les employés d'Uniprix (en grève la semaine passée) avaient leur banderole ainsi que de nombreuses usines de la métallurgie et de l'horlogerie. Les compteurs Schlumberger, ainsi que les usines Bourgeois, Zénith, et aussi Monnier Model, Fresard Panet, dont les sections syndicales viennent d'être constituées étaient là. Malgré les pressions patronales, des ouvriers de Weil (confection), Maveg (maroquinerie) et Unimel se sont rendus à la manifestation.

Bref c'est un succès : beaucoup de monde dont beaucoup venaient pour la première fois. «Tout le monde était d'accord, ça ne peut plus durer comme ça. Cette journée nous permettait de l'exprimer. Pour certains travailleurs encouragés par le nombre de manifestants, cette journée ce n'est qu'un point de départ, la prochaine fois, d'autres n'hésiteront plus à nous rejoindre». Pour d'autres la question des perspectives est déterminante. «Tout le monde n'a pas eu l'occasion de comprendre que les directions syndicales ne font rien d'autre que des journées d'action soupe de sécurité». D'autres encore pensent s'appuyer sur la mobilisation pour continuer la lutte dans les ateliers. Par exemple, les travailleurs de Weil qui comptent reprendre la lutte dans l'atelier de la coupe.

■ NICE

● NICE : De très nombreux grévistes, surtout dans l'enseignement et le secteur public. Douze mille participants à la manifestation. La SCOM, une entreprise qui s'apprête à rentrer en lutte contre le chômage a fait une intervention vivement remarquée.

■ CHALONS-SUR-MARNE

Ce sont environ 3000 travailleurs qui ont défilé hier matin dans les rues de

Châlons sur Marne. Ceci montre la volonté des travailleurs de Châlons de riposter au plan Barre, de refuser l'austérité et le chômage. Alors que les militants du PCRml commencent à diffuser le tract «Le 7, tout est possible», ils se sont fait agresser par les nervis du PCF et des éléments de la direction locale CGT qui arrachèrent les tracts, sous prétexte qu'il s'agissait d'une manifestation syndicale et... qu'il n'était pas question de politique.

■ STRASBOURG

● STRASBOURG : cinq mille personnes ont défilé à Strasbourg à l'appel des syndicats : parmi les délégations d'usine, on notait celle de Clark qui luttent contre 195 licenciements et qui ont retenu hier le chef de personnel pendant plusieurs heures dans son bureau afin d'exiger de lui des explications. Des ouvriers de l'usine Schlumpf d'Ernststein étaient également présents : ils organiseront le 16 octobre avec la CFDT une «journée portes ouvertes» avec vente de laine qui doit permettre à des délégations de toute l'Alsace de se rencontrer et d'échanger leurs problèmes et leurs points de vue concernant la poursuite de l'offensive contre le plan Barre et le soutien mutuel des luttes.

■ BEAUVAIS

Manifestation très importante : 3 à 4000 personnes, la plus importante depuis 68 et même peut-être plus. Très combative : «Giscard démission; austérité, répression, c'est la loi des patrons».

■ RENNES

● RENNES : Environ quinze mille personnes ont manifesté ce matin à Rennes, de nombreuses entreprises étaient représentées à cette manifestation : bâtiment, électronique, textile, SNCF, PTT, Sécurité Sociale, EDF, les travailleurs du restaurant universitaire en grève depuis une semaine contre les licenciements, pour les conditions de travail, pour le relèvement des salaires.

■ CAEN

10 000 manifestants place St Pierre ! Plus que le 6 décembre ! A Caen comme partout, c'est la plus grosse manifestation depuis Mai 68. D'habitude, les journées d'action sont très peu suivies à Caen ; mais cette fois, la colère suscitée par le plan Barre s'est retrouvée dans une manifestation extrêmement combative. Le mouvement de grève était également très largement suivi. A la Saviem, la direction par précaution avait fermé les portes, mais les travailleurs ont tout de même tenu un important piquet de grève. A Jaeger et Blaupunkt, dans ces deux usines voisines où les journées de l'année dernière n'avaient guère suscité l'enthousiasme, plus de la moitié des travailleurs ont débrayé. La participation des ouvriers de la SMN était également très forte.

Dans le cortège, les mots d'ordre de Mai 68 réapparaissent : «Ce n'est qu'un début continuons le combat», repris massivement. La délégation du centre de tri de Caen-gare, en lutte depuis deux jours était très remarquée.

La fin de la manifestation était marquée de nombreux débats animés sur la poursuite de l'action contre le plan Barre.

■ BORDEAUX

35 000 personnes dans la rue, autant qu'en 1968, une manifestation très combative, avec, bien représentées, les boîtes en lutte pour l'emploi, l'usine textile St Joseph ; Bordeaux Sud, contre les licenciements, travailleurs de la SEP. Les mots d'ordre sur le programme commun ont été peu repris.

■ ANGERS

Une manifestation plus forte qu'en 68. Entre 8 et 10 000 manifestants. La Thomson et Péchiney, Cégédur étaient fortement représentées dans un cortège où s'équilibraient les forces du secteur public et des entreprises d'Angers et de la région, notamment les ardoisiers de Trélazé qui ont repris la lutte mercredi pour des augmentations de salaire.



● MENACÉES DE LICENCIEMENT POUR FAIT DE GRÈVE !

EAS (Euro France) est une entreprise située à Lyon, spécialisée dans la distribution de prospectus publicitaires. Ici, comme ailleurs, la surexploitation sévit. Sous couvert d'«horaires libres», les «hôtes» sont en fait obligés de faire de nombreuses heures supplémentaires. La veille du 7 octobre, cinq employés ont fait connaître leur intention d'aller participer à la manifestation du 7 octobre. La réponse de la direction n'a pas tardé

puisque elle a décidé de licencier les cinq grévistes ! Halte aux atteintes aux libertés syndicales !

● LYON : PROVOCATION A LA VEILLE DU 7

La veille du 7 octobre, des militants du Parti Communiste Révolutionnaire effectuaient un collage d'affiches appelant à un meeting pour le 7 octobre. C'est alors qu'ils effectuaient ce travail, qu'ils ont été violemment agressés par une bande fasciste, à coups de matraques et de nunchaku. Un militant a eu la peau du crane ouverte.

Plus de 12 000 manifestants dans les rues de Nancy

Des débrayages avoisant 100 % dans certaines usines, dépassant 50 % dans la grande majorité des cas (dans certaines usines importantes comme Neuves-Maisons, aucune fabrication n'est sortie, Pompey, 60 % de grévistes à la fabrication) attestent de l'ampleur de la riposte engagée hier, du rejet massif du plan Barre par les travailleurs.

Dans la manifestation qui a parcouru les rues de Nancy, certaines délégations se distinguaient par leur combativité : ainsi les drapeaux et banderoles rouges des postiers.

On pouvait voir aussi de nouveaux secteurs participer à cette manifestation comme l'habillement, le commerce et les banques. Cependant ce qui caractérisait aussi cette

o PÉAGE DE ROUSSILLON : MOBILISATION IMPORTANTE : L'USINE RHÔNE-POULENC OCCUPÉE : A Péage de Roussillon, la journée du 7 a marqué une mobilisation importante, une journée de grève de 24 heures a été suivie et une manifestation importante a eu lieu le matin : plus de deux mille personnes

manifestation, c'est sa faible préparation de la part des organisations syndicales, aussi bien d'un point de vue matériel (faibles sons, peu de mégaphones) que politique : «Une ampleur que nous n'avions pas devinée être aussi importante» devait dire un dirigeant syndical dans la conférence de presse qui a suivi.

Ce qui montre bien l'embaras des réformistes et des révisionnistes devant l'ampleur de cette mobilisation. Cela s'est traduit aussi au niveau de la manifestation, par l'isolement des usines combattives (CEM, Neuve-Maison, Permail) qui, avant les vacances avaient connu des débrayages importants, l'une en tête, l'autre à la fin de la manifestation, tout cela dilué dans les cortèges de la

dans la rue sur les mots d'ordre : «Giscard Barre y'en a marre», «Non à l'austérité», «Non aux licenciements». Dans l'usine Rhône Poulenc Textile de Péage, les assemblées générales se poursuivent tous les jours et tous les travailleurs sont présents à l'usine pour l'occupation toute la journée !

FEN. Une question qui revient souvent : «Comment continuer après le 7 ? Qui garantit que ce n'est pas une journée d'action comme on en a tant connues ?»

Et cette question a pesé sur la mobilisation même pour cette journée, témoins ces ouvriers des aciéries de

Pompey faiblement représentées à la manifestation mais qui disaient : «Faire grève pour une journée ? Il faut partir tout de suite». «Ce n'est pas à Nancy qu'il fallait faire cette manifestation, mais c'était à l'usine !».

Correspondant Nancy

HACUITEX : rassemblement des luttes dans le Nord

Hier a commencé le rassemblement des usines en lutte organisé par la Fédération HACUITEX de la CFDT. Pour ce rassemblement organisé dans le Nord autour de la CIP et de Desombre, sept délégations d'usines en lutte dans l'Habillement, le Cuir et le Textile étaient attendues, parmi lesquelles Réhault, Dreyfus, Donval, les tanneurs d'Annonay...

Au programme de ces 2 jours de travail est inscrite pour aujourd'hui une action dans la rue de Béthune (rue piétonne très passante) à Lille, avec des stands des différentes boîtes.

La journée d'hier était essentiellement consacrée à des discussions dans les différentes UL-CFDT du Nord-Pas-de-Calais et avec des discussions le soir à la CIP.

Cette initiative de la Fédération HACUITEX était organisée en commun avec l'UR-CFDT du Nord-Pas-de-Calais.

LUTTES OUVRIÈRES

HIER DANS LA RUE, AU JOURD'HUI ILS CONTINUENT

GIROSTEEL

LA LUTTE CONTINUE
JUSQU'À LA VICTOIRELES TRAVAILLEURS SONT EN LUTTE DEPUIS
LE 24 SEPTEMBRE POUR LES SALAIRES

Après le refus opposé par le patron à la négociation avec les grévistes, la détermination de ceux-ci à lutter s'est renforcée.

L'occupation de l'usine n'a pas été décidée, car elle est actuellement paralysée : le patron ne peut ni sortir, ni entrer de matériel, bien qu'à plusieurs reprises, il ait tenté de le faire. De ce fait, le patron brandit la menace du lock-out pour « monter » la dizaine d'ouvriers qui continuent la production, contre les grévistes. Mais les travailleurs sont déterminés à tout bloquer.

3 000 À VALENCE,
1 500 À ROMANS !

Le nombre de participants a été de 1 500 à Romans et de 3 000 à Valence. Les manifestations du 7 octobre ont marqué la détermination des travailleurs de faire échec au plan Giscard-Barre.

À Valence, malgré les tentatives du service d'ordre de la CGT et du PCF d'imposer leur référence au « programme commun », les travailleurs regroupés sous la banderole « coordination offensive des luttes » et d'autres travailleurs dans les sections syndicales ont proclamé la nécessité de poursuivre la lutte sans attendre 78. De nombreux participants ont chanté l'Internationale avant la dispersion.

● **RENAULT SANDOUVILLE : UN TRAVAILLEUR A LES MAINS ÉCRASÉES PAR UNE PRESSE : Un travailleur de 23 ans, employé à l'usine Renault de Sandouville, a eu les deux mains écrasées et arrachées par la presse sur laquelle il travaillait. L'intervention d'un de ses camarades a évité de justesse la mort de ce travailleur, qui avait la tête sous la machine. C'est le quatrième « accident » depuis le début de l'année. Bien sûr, la direction n'a pas hésité une fois de plus à parler de « malheur » ! Ce sont les cadences infernales, le manque de sécurité, qui en sont la cause, la course au profit ! Mercredi, les travailleurs de Renault Sandouville ont cessé le travail, à l'appel de leur syndicat CGT.**

LA GRÈVE
S'ORGANISE ET
SE RENFORCE

Hier matin, vendredi, les ouvriers en grève, français et immigrés, ont décidé de s'organiser en équipes pour avoir en permanence (y compris le week-end), un piquet de grève conséquent devant l'usine afin de contrer les manœuvres du patron.

Chaque jour à 14 H, une assemblée générale des grévistes (près d'une centaine), permettra de faire le point et de prendre les décisions indispensables à la poursuite de la grève. Une équipe « négociation » doit s'occuper de faire une synthèse des assemblées générales et de prendre le contact avec le patron. Une commission « popularisation » enfin, se charge des contacts avec les autres entreprises de la région qui voudront populariser la lutte, décide des tracts, organise les quêtes sur les usines.

LA NÉCESSITÉ
D'UNE LARGE-
POPULARISATION

Le besoin d'une coordination plus étroite entre les différentes usines de la métallurgie de la région se fait de plus en plus sentir, et a déjà commencé à se concrétiser par l'intermédiaire de la CFDT Métaux 93.

Après la manifestation du 7, des délégations de Bendix Drancy, Alstom, Râteau (CFDT), sont venues apporter leur soutien à la lutte, promettant de la populariser sur leurs entreprises, et proposant d'organiser des collectes avec des travailleurs de Girosteel.

Les grévistes ont également l'intention de participer massivement à la coordination CFDT de la métallurgie, salle Wagram samedi, pour y faire entendre la voix des boîtes en lutte.

SOLIDARITÉ AVEC
GIROSTEEL EN LUTTE !

Un blocage efficace

Après avoir tenté de faire sortir la production par un camion qu'il avait loué, le patron essaie une nouvelle tactique : il fait faire plusieurs voyages à la camionnette de l'usine, mais vendredi matin, les travailleurs l'ont empêché de recommencer sa manœuvre. Enfin plusieurs dizaines de wagons de métal attendent d'être livrés, et les grévistes, prévenus par les cheminots ont décidé de s'opposer à ce qu'ils entrent pour que le peu de travail qui est fait ne puisse plus se faire (en 69, les travailleurs avaient dû se coucher sur les voies pour empêcher le train de passer), ils sont prêts à recommencer.

ROUEN : LES FLICS
EXPULSENT
LES GRÉVISTES
DE SODIPAN
Au lendemain du 7
Une mobilisation
plus grande !

Rouen, la grève du 7 contre le plan Giscard-Barre a été massivement suivie, la manifestation regroupant environ dix mille travailleurs. Jamais depuis 68, n'avait eu lieu une telle mobilisation !

Mais ici, pour nombre de travailleurs de plusieurs usines de la ville et de la région, il ne saurait être question d'en rester là ! Pour des centaines de travailleurs, le 7 a été avant tout le point de départ d'une mobilisation plus grande encore ! Ainsi chez Francia, alors que les éléments du P.C.F. dans la CGT avaient tout fait pour empêcher les travailleurs de

venir à la manifestation, ceux-ci ont décidé de continuer la lutte après la journée du 7.

Chez Sodipan aussi, les ouvriers ont décidé de continuer la grève illimitée jusqu'à la satisfaction de différentes revendications. Les flics viennent de les expulser. Nullement intimidés par le coup de force de Ponia, les « Sodipan » entendent continuer le combat dans l'unité !

Enfin, à la CFEM, où les horaires de travail ont été réduits à trente-deux heures depuis quinze jours, et où des menaces de licenciement planent, l'idée de la grève fait son chemin !

LES CHAUFFEURS DE BUS DE
BESANÇON EN GRÈVE
ILLIMITÉE !

Les employés de la CTB qui avaient mené déjà une grève de six jours en janvier et plusieurs débrayages contre des licenciements abusifs se sont à nouveau mis en lutte le jour de la grève nationale, mais de façon illimitée et sur des revendications propres.

En effet, la nouvelle direction (M. Leclerc) veut casser la combativité des employés et les sections syndicales CFDT et CGT. La nouvelle direction ne tient pas les engagements de la précédente : elle prétend licencier une employée du standard qui est stagiaire, à un mois d'être titularisée, c'est-à-dire après onze mois d'ancienneté.

Tout d'un coup et sans prévenir les délégués, comme c'était prévu, on s'aperçoit qu'elle ne peut pas faire l'affaire. En réalité, la direction et son chef de service voient d'un mauvais œil le fait qu'elle soit trop du côté des chauffeurs et pas assez de la direction. Pourtant elle cumule différentes responsabilités : la comptabilité, le standard, l'accueil et du secrétariat... Tout cela pour 1 665 F net.

D'autre part, les négociations sur l'utilisation du budget 77, qui devaient

avoir lieu le 15 octobre sont reportées sans explication au 5 novembre.

En réalité, pour les patrons, avant la date c'est trop tôt pour discuter, et après c'est trop tard car les crédits ont été répartis.

Les employés demandent trois cents francs d'augmentation mensuelle qui correspondent à la diminution du pouvoir d'achat du fait de la hausse des prix. Ils demandent aussi le paiement intégral des jours de grève (la direction se permettant de payer des non-grévistes à ne rien faire). La direction cherche à briser la grève, d'abord en prétendant que le problème de licenciement est résolu car la secrétaire serait embauchée ailleurs. Renseignements pris, c'est une manœuvre combinée entre le patron et un de ces copains, le patron d'une entreprise (Pierre Bourgeois) où il n'y a aucun emploi offert. D'autre part la direction cherche à

dresser la population contre les employés. Ceux-ci ont fait des tracts pour expliquer leurs revendications et invitent les travailleurs à téléphoner à la direction et demander des comptes à la municipalité (à direction socialiste). La municipalité et la direction répondent au téléphone des contre-vérités : il n'y aurait selon eux que 50 % de grévistes, alors qu'il y avait dès hier 90 % de grévistes au dépôt de Planoise et 100 % de grévistes aujourd'hui (à part les contrôleurs et quelques jaunes du syndicat CNSF - Confédération Nationale des Salariés de France - membres du Comité d'Entreprise). Pour populariser davantage, les employés CTB vont organiser une opération « point rouge ». Tous les volontaires munis de ce « point rouge » transporteront gratuitement les usagers sur leur itinéraire. Les employés CTB sont prêts à lutter le temps qu'il faudra, ils se rappellent que les employés des bus de Lyon ont dû lutter pendant dix-sept jours. Par rapport aux menaces du plan Barre, ils pensent que la manifestation d'hier a montré la volonté des travailleurs de le rejeter.

DUNKERQUE : LA CMT EN GRÈVE

MENACES DES FLICS,
TENTATIVES DE DIVISION PATRONALES...

UNE LUTTE OFFENSIVE

Depuis vendredi matin à neuf heures, les soudeurs de la Société de Construction Métallique de Provence réunis en Assemblée Générale, ont décidé la grève à l'unanimité. La grève des soudeurs (mains et machines), concerne une centaine d'ouvriers sur les trois cent cinquante de l'entreprise ; cette grève est leur affaire et chacun des ouvriers présents au piquet de grève (tous les jours de cinq heures à vingt et une heures) prend la parole pour rédiger un article au « Quotidien du Peuple ».

Cette grève a été lancée pour l'augmentation de la prime de pré-chauffage : 1,36 F au lieu de 0,68 F et 1,80 F au lieu de 1,36 F pour le deuxième groupe, auxquelles s'ajoutent d'autres revendications sur l'amélioration des conditions de travail car les soudeurs sont dans des caissons chauffés jusqu'à deux cents degrés. L'inspecteur a sommé le patron d'effectuer des travaux d'aération qui doivent être finis

pour le 22 décembre. Ils ne sont même pas commencés !

Le piquet de grève empêche toute entrée de personnel intérimaire et toute sortie de matériel. Ainsi samedi, ils ont empêché de sortir un énorme bidon qui devait être acheminé en convoi exceptionnel jusqu'au port. La direction a convoqué l'huissier qui a pris les noms des ouvriers au piquet et a utilisé la procédure rapide du tribunal des référés. Les ouvriers recevaient la convocation mercredi à quinze heures pour passer au procès à dix-huit heures ! Le patron joue aussi sur la division en mettant en place des réductions d'horaires donc de salaires pour les ouvriers qui travaillent.

De plus, il menace de faire appel aux flics. Mais la lutte continue aussi ferme et hier jeudi les ouvriers présents au piquet de grève se sont allongés sur la route, pour empêcher le convoi de partir. Les ouvriers sont conscients de la nécessité de populariser

leur lutte et de la coordonner avec les autres ouvriers de la région.

Unissons nos luttes !
C'est tous ensemble qu'il faut frapper !

● **MIROITERIES DE L'OUEST (CAEN) : DES LE 8, OFFENSIVE POUR LES SALAIRES : Les travailleurs de Miroiteries de l'Ouest à Caen dès le retour à l'usine vendredi matin 8 octobre, ont décidé de lancer immédiatement la grève pour une augmentation de salaire uniforme.**

À Caen également, c'est mercredi soir que les postiers du centre de tri se sont lancés à l'offensive pour exiger la titularisation des auxiliaires. Jeudi et vendredi, ils ont reçu des délégations d'usines et de services venues leur témoigner leur solidarité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

CORSE

«CE QU'IL FAUT, C'EST LE DÉPART DE LA LÉGION TOUTE ENTIÈRE !»

Après la décision, prise mardi, de remplacer (à la demande d'élus) le groupement d'instruction de la Légion étrangère, stationnée à Corte par deux compagnies de légionnaires «instruits», nous nous sommes rendus à Bustanico, village dont était originaire les deux bergers récemment assassinés, pour connaître le point de vue des habitants.

D'abord, ils sont révoltés de la façon dont la presse a rendu compte du drame. S'il est vrai que les trois ou quatre premières années, les légionnaires avaient un comportement assez correct et étaient acceptés, depuis, cela n'a fait que se dégrader. Les vols, les viols et exactions des déserteurs se sont multipliés. Ainsi, un déserteur

était déjà entré chez un habitant du village, qui l'avait alors signalé à la Légion, laquelle ne fit rien. Plus récemment, l'assassin des deux bergers n'a pas été arrêté par les gendarmes, comme cela a été dit, mais par les jeunes du village qui ont été les seuls à se mobiliser vraiment. «Les gendarmes», nous déclare

l'un d'eux, ne sont bons qu'à mettre des procès-verbaux et faire la chasse aux jeunes». Il continue : «Autrefois, on laissait les portes ouvertes, chez nous. Aujourd'hui, ce n'est plus possible et la sécurité est devenue un problème». D'autres affirment que si des légionnaires se présentent, ils se préparent à les recevoir comme il se doit. Les vieux, la majorité de la population d'ici, se préparent à un hiver difficile et se barricadent chez eux. Les déclarations gouvernementales ne font pas impression ; on sait que les déserteurs sont encore nombreux ici. Dimanche dernier, on en a aperçu deux nou-



LYON :

ATTENTAT CONTRE LE RESTAURANT «LE GOÛT DU CANON»

Le restaurant «Le goût de canon» à Lyon a sauté, certainement en raison d'un attentat. Ce restaurant situé rue Burdeau à la Croix Rousse était différent des autres, fréquenté surtout par des militants d'extrême-gauche et des habitants du quartier, travailleurs pour la plupart. Ce restaurant avait été fermé pendant deux mois, les trois personnes qui y travaillaient avaient été incarcérées dans le cadre de la provocation de Chirac contre les comités de soldats. «Le Progrès» toujours bien informé a conclu aussitôt que cette explosion était due à une fuite de gaz. Mais les gaziers venus sur les lieux n'ont décelé aucune

fuite de gaz et excluent cette hypothèse. Les témoignages des voisins et de la seule occupante de l'appartement au-dessus du restaurant concordent, l'explosion a été précédée par un bris de vitre et une fuite. La police enquête sur un attentat par explosif, pour poser aux victimes elles-mêmes des questions qui n'ont pas grand chose à voir avec l'attentat. Cette explosion arrive après plusieurs attentats non élucidés à Lyon : contre Action non violente, les locaux du PS, la librairie du Soleil... Fascistes ou services spéciaux ou les deux ne sont certainement pas pour rien dans tous ces attentats.

PROFITER D'UN CRIME CRAPULEUX POUR INSTALLER LE QUADRILLAGE POLICIER

L'affaire des «Brigades Rouges» que les enquêteurs s'accordent à imputer à un déséquilibré, sert depuis le début à une campagne d'intoxication. Le nom d'abord «Brigades Rouges» dont s'affuble le criminel est une aubaine pour la presse qui en use à profusion pour créer la confusion, insinuer que le crime est imputable à des révolutionnaires. Depuis la découverte des corps des deux premières victimes, un climat de psychose a été créé à Grenoble, et entretenu par les organes de propagande de la bourgeoisie. Vendredi, se saisissant de ce contexte, Poniatowski est venu en personne à Grenoble à la tête d'une brigade spéciale de vingt policiers pour mener les recherches contre le meurtrier. Cette affaire arrive à point pour Poniatowski qui voudrait bien faire oublier les nombreuses bavures de ses flics, et justifier l'emploi grandissant des forces de police. Mais ce qu'il vise ce n'est certainement pas les criminels produits par une société pourrie, mais ceux qui se révoltent contre l'ordre établi, ce sont contre eux, les travailleurs en premier, que sont utilisés les flics.

veaux ; mardi dernier, c'est à Alcajol, près de Calvi, qu'un déserteur a été arrêté. Pour les habitants de Bustanico, le départ du Génie RI ne règle rien. «Ils nous ont enlevé les fils, pour nous ramener les pères». Ce qu'il faut, c'est le départ de la Légion tout entière. Lorsque le maire de Corte affirme que la Légion est nécessaire à l'économie de la région, il est immédiatement contre-dit. Seuls trois ou quatre bars en profitent en ville, les familles des militaires s'approvisionnent pour l'essentiel dans un supermarché où tout est importé du continent.

D'une manière générale, les habitants ne se font pas d'illusions sur les élus, «opposés en Corse, mais réconciliés une fois à Paris, qu'ils soient de droite ou de gauche». Interrogés sur les raisons de l'installation de la Légion en Corse, ils expliquent que «personne n'en veut nulle part ailleurs».

Frédéric FERRER

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

En prison depuis quatre mois pour avoir corrigé le violeur de sa fiancée

Liberté pour Jean-Paul Azuelos

Une jeune fille se fait violer, son fiancé indigné corrige sévèrement le violeur. Que se passe-t-il lorsque la justice s'en mêle ? Ça dépend du rang des différents protagonistes, mais de là à imaginer que le fiancé se retrouve en prison alors que le violeur demeure en liberté sans être inquiété ! C'est pourtant ainsi que cela s'est passé pour Jean Paul Azuelos.

Jean Paul Azuelos, au début de ce mois de mai 76, a plusieurs raisons d'être heureux. Il termine ses études de biologiste, à 35 ans c'est le couronnement de sa ténacité : très malade, il a dû s'accrocher pendant de longues années, c'est sa maladie qui l'a amené à s'intéresser à la biologie.

Il y a une autre raison à son bonheur : Viviane, sa fiancée, aura bientôt dix-huit ans. Ils ont décidé de se marier. Viviane est Tunisienne, de confession israélienne, elle a eu beaucoup de difficultés à trouver un emploi. Elle trouve finalement une place d'employée de bureau chez un commerçant d'accessoires auto, monsieur Sitbon. De simple employée à 1 600 F par mois, elle devient rapidement secrétaire de direction, son patron lui confie les clefs du magasin, il semble lui faire toute confiance. Encore nai-

ve, elle ne comprend pas très bien, jusqu'au jour où celui-ci précise ses propositions qu'elle refuse catégoriquement. La ruse étant sans effet, il emploie la force et après l'avoir brutalisée, il la viole.

Craignant les suites judiciaires du viol, Sitbon va chez les parents et leur propose 20 000 F contre la garantie qu'ils ne porteront pas plainte, et il signe un aveu. Jean-Paul Azuelos, qui est présent, le rosse copieusement, aidé par sa fiancée. Le violeur saigne beaucoup, mais il s'en tire bien, pas d'hospitalisation, pas de blessure grave, le lendemain il travaille. C'est ensuite que Jean-Paul Azuelos est arrêté, inculpé de coups et blessures, ainsi que sa fiancée, et incarcéré à Fleury Mérois où il demeure depuis le 22 mai malgré son état de santé exigeant un régime alimentaire parti-

culier et des soins constants et en dépit de trois demandes de mise en liberté provisoire toutes rejetées. En quoi ce maintien en détention est-il justifié, Jean Paul Azuelos n'a aucun antécédent, il n'a aucune raison d'échapper à la justice, au contraire. Par contre son maintien en prison fait peser de graves risques sur sa santé. Au mois de juillet, comme tant d'autres détenus de Fleury Mérois, il tente de se suicider. Quant à Viviane, très éprouvée par le viol et l'incarcération de son fiancé, elle fait également une tentative de suicide. Le premier avocat que prennent ses parents fait trainer l'affaire, prétend que le viol n'est pas reconnu par la justice. Viviane a changé d'avocat, mais le procès pour viol n'aura lieu qu'en mars. Le jugement pour coups et blessures, suite à la plainte du violeur se déroulera le 11 octobre à 14 heures à la 10^e chambre correctionnelle de Créteil. Il est important que l'assistance soit nombreuse à témoigner de son soutien à Jean Paul et de son indignation devant l'iniquité de ce système.

INTERNATIONAL

DÉBAT CARTER-FORD SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA DOCTRINE DU PARTAGE DE L'EUROPE

«Je ne crois pas que les yougoslaves se considèrent comme dominés par l'URSS. Je ne crois pas que les roumains se considèrent comme dominés par l'URSS. Je ne crois pas que les polonais se considèrent comme dominés par l'URSS. Chacun de

ces pays est indépendant, autonome. Il a sa propre intégrité territoriale» a déclaré Ford au cours du débat de politique étrangère avec Carter pour étayer son affirmation qu'il n'y avait «pas de domination soviétique sur l'Europe de l'Est et qu'il

n'y en aurait pas sous une administration Ford».

Cette flagrante contre-vérité est la reconnaissance de fait de la domination soviétique sur l'Europe de l'Est, dans l'espoir que l'URSS fera de même à l'égard de la domination US sur l'Europe occidentale que les Etats Unis cherchent à étendre sous le prétexte d'une défense commune contre la menace soviétique, et au nom de laquelle Kissinger a prétendu à plusieurs reprises dicter leur conduite aux pays européens.

Carter, tout en émettant des réserves évidentes devant cette affirmation n'a pas formulé de proposition différente de la politique étrangère américaine en Europe : l'impérialisme américain sur la défensive veut marchander l'Europe de l'Est contre l'Europe de l'Ouest. La prétendue défense de l'Europe sous la domination américaine si elle avive la concurrence entre les deux super-puissances a avant tout pour résultat de remettre en cause l'indépendance des pays européens et de les placer plus gravement que jamais sous l'entière dépendance des conséquences de l'affrontement entre USA et URSS.

en bref

● PORTUGAL : Pendant deux jours, les fascistes ont organisé des raids racistes contre les ouvriers des mines d'étain du nord du pays parmi lesquels il y a de nombreux Cap-Verdiens, au moins un d'entre eux est mort. C'est la normalisation de Soarès qui a laissé le champ libre aux rapatriés d'Angola, avant que l'armée vienne, elle n'a que compter les morts. Cette première agression raciste depuis le 25 avril est une menace contre les milliers d'ouvriers Cap-Verdiens qui travaillent aujourd'hui encore au Portugal.

● ALLEMAGNE DE L'OUEST : Le procureur a demandé une peine de prison à vie pour Andréas Baader, Gudrun Enslin et Jan Carl Raspe au procès de Stammheim. Au cours du procès Ulrike Meinhof a été assassinée dans sa prison et H. Meins est mort des suites des conditions de détention contre lesquelles il a fait une longue grève de la faim. Le procès de Baader est le modèle sur lequel Schmidt veut faire l'Allemagne : c'est au cours de ce procès que les lois concernant la défense ont été modifiées, c'est dans l'emprisonnement des membres de la Fraction Armée Rouge que les cages à tigre de M. Schmidt ont été mises au point.

KAMAL JOUMBLATT POURSUIT SON VOYAGE

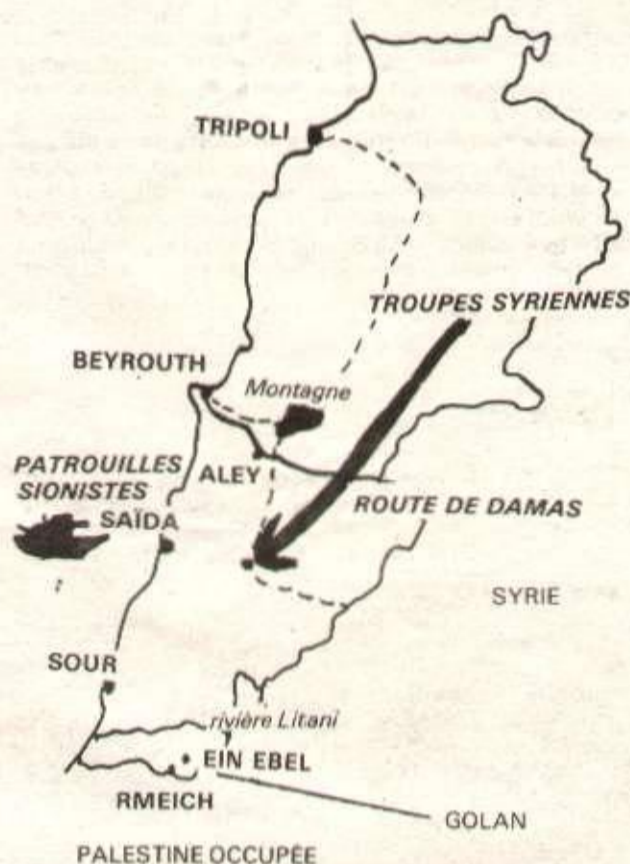
Après avoir rencontré le président Bourmediene à Alger, Joumbhatt l'un des responsables du mouvement national libanais est rendu à Tripoli, capitale de la Lybie.

Le voyage de Joumbhatt dans les différents pays arabes, Egypte, Algérie, Lybie n'a pas réduit la volonté syrienne de détruire la résistance car si les protestations verbales sont nombreuses, il n'y a aucun geste décisif qui ait été accompli par un régime arabe, pour dissuader Assad. Les pays arabes avaient donné jusqu'au 18 octobre, date à laquelle a été reporté le sommet de la Ligue Arabe à propos du Liban. Le président syrien a refusé le mini sommet proposé par l'Egypte. Le sommet arabe sera-t-il à nouveau reporté ? Les régimes arabes refusent de condamner le régime syrien, la Ligue Arabe, où siège l'OLP ne peut prendre son parti contre les palestiniens. Les régimes arabes espèrent-ils que Assad puisse faire modifier la direction de l'OLP ?

PALESTINE OCCUPÉE : HEBRON LIVRÉE AUX SIONISTES

Tandis que les sionistes organisaient des défilés et des cérémonies religieuses juives dans la ville palestinienne d'Hebron, tous les Palestiniens de la ville et des villages environnant étaient consignés chez eux en vertu du couvre-feu. Les soixante mille Palestiniens sous la menace de l'armée israélienne ont été obligés d'abandonner leur ville aux sionistes. Ainsi la condamnation officielle du rabbin Levinger qui organise la colonisation sauvage est pure hypocrisie : après les émeutes fomentées par lui, l'armée d'occupation vient imposer ce qu'il voulait qu'Hebron ne soit plus ville palestinienne. C'est ce que Peres appelle «un modèle de bon voisinage».

L'alliance Israël-Syrie : MENACES CONTRE SAÏDA ET LE SUD-LIBAN



Les forces palestiniennes et patriotiques libanaises ont déclenché l'état d'alerte dans la région de Saïda avant-hier soir. Des mouvements de troupes massifs ont été dénoncés par la Résistance Palestinienne. Venant de la Bekaa, des bataillons blindés syriens ont pris position dans la région de Jezzine. C'est la préparation directe pour une offensive syrienne contre Saïda dont le but serait de couper le Sud-Liban de Beyrouth et empêcher la Résistance Palestinienne et le mouvement patriotique libanais d'avoir des contacts avec l'extérieur, le port de Saïda est le principal lien pour l'approvisionnement et les communications.

Au large de Saïda des vedettes israéliennes patrouillent en permanence et surveillent tous les navires qui entrent et sortent de Saïda. Il y a une quinzaine de jours l'une de ces vedettes avait attaqué le bateau de Kamal Joumbhatt. Aujourd'hui, ces patrouilles se sont encore renforcées. C'est une alliance de fait qui se manifeste sur le terrain quand les troupes syriennes préparent une nouvelle agression contre les peuples libanais et palestiniens.

Voilà la menace, voilà la réalité de la guerre syrienne au Liban : l'alliance avec Israël met en pièces la justification donnée par le régime syrien à son agression. A la tribune de l'ONU le représentant de Assad a osé déclarer que l'intervention syrienne se poursuivra tant que «la conspiration contre le Liban, contre la cause palestinienne et contre la nation arabe ne sera pas brisée». C'est le régime syrien lui-même qui est le centre de cette conspiration.

Dans la montagne les troupes syriennes trouvent de nombreuses inscriptions «assad, lion au Liban et lapin sur le Golan» (en arabe Assad veut dire lion). En portant tous ses coups contre les peuples palestiniens et libanais, Assad tisse une véritable alliance avec l'Etat d'Israël. C'est une alliance contre le peuple syrien lui-même, qui conduit le régime à abandonner la défense du pays contre l'Etat d'Israël, et la lutte pour la récupération des territoires syriens occupés.

La menace contre Saïda est la manifestation d'une véritable opération en taille organisée par le régime syrien au Nord et l'Etat d'Israël au Sud. Israël a créé de toutes pièces une véritable armée supplétive au Sud Liban, en armant des fascistes libanais. Ces forces ont triplé en quinze jours. Elles comptaient 600 hommes, alors qu'il n'y avait jamais eu de forces fascistes auparavant. Aujourd'hui,

A la nuit, des ambulances venues des villages tenus par les fascistes libanais franchissent la frontière pour se rendre en Israël. Une demi-heure plus tard, elles reviennent bourrées d'armes et de munitions pour les supplétifs libanais. Les journalistes américains qui ont filmé la scène se sont faits confisquer, par l'armée syrienne, sous la menace des armes, les films qu'ils avaient enregistrés. «Notre bras s'étend jusqu'au Sud-Liban, a déclaré le soldat qui s'emparait des films, nous avons reçu l'ordre de saisir ces films».

Voilà la réalité de l'aide humanitaire et sanitaire dont Israël a fait grand bruit, il y a quelques semaines. Les milices fascistes sont entièrement équipées d'armes sionistes. Les signes en hébreu sont encore inscrits sur les armes, les grenades, les caisses de munitions, les uniformes, et jusqu'à l'équipement des cantines, tout vient de l'armée sioniste. Sous le couvert de l'aide sanitaire, les sionistes ont organisé une armée de supplétifs dans le but de s'emparer du Sud-liban à la faveur de l'agression syrienne.

Au Sud-Liban, les ambulances sionistes transportent des armes

A la nuit, des ambulances venues des villages tenus par les fascistes libanais franchissent la frontière pour se rendre en Israël. Une demi-heure plus tard, elles reviennent bourrées d'armes et de munitions pour les supplétifs libanais. Les journalistes américains qui ont filmé la scène se sont faits confisquer, par l'armée syrienne, sous la menace des armes, les films qu'ils avaient enregistrés. «Notre bras s'étend jusqu'au Sud-Liban, a déclaré le soldat qui s'emparait des films, nous avons reçu l'ordre de saisir ces films».

Voilà la réalité de l'aide humanitaire et sanitaire dont Israël a fait grand bruit, il y a quelques semaines. Les milices fascistes sont entièrement équipées d'armes sionistes. Les signes en hébreu sont encore inscrits sur les armes, les grenades, les caisses de munitions, les uniformes, et jusqu'à l'équipement des cantines, tout vient de l'armée sioniste. Sous le couvert de l'aide sanitaire, les sionistes ont organisé une armée de supplétifs dans le but de s'emparer du Sud-liban à la faveur de l'agression syrienne.

LA TERREUR EN THAÏLANDE :

CONTRE TOUT LE PEUPLE

C'est la terreur à Bangkok. Les photos sont insoutenables. Les fascistes thaïlandais ont commencé le massacre. Dans l'université de Thammasat d'abord. Mais elle s'étend dans les quartiers populaires. Si les étudiants patriotes ont joué un rôle important dans les manifestations qui ont jeté bas le régime pro-américain de Thanom Kittikachorn, s'ils ont payé de leur sang la lutte contre l'impérialisme américain et la dictature qu'il veut imposer de nouveau en Thaïlande, c'est qu'ils ont été aux côtés des masses populaires des villes. Aucun mouvement patriotique n'a eu lieu qui n'était pas accompagné de grèves dans les entreprises de la capitale.

Les manifestations de rue puissantes, violentes, au cours desquelles le régime de Thanom est tombé, au cours

desquelles Prapass, son bras droit, a été obligé de quitter la Thaïlande où il espérait s'installer à nouveau, sont des manifestations de tout le peuple, de grandes manifestations patriotiques. Les massacres de l'université de Thammasat sont visibles, connus, mais la terreur cachée, ignorée aujourd'hui est bien pire encore : les grèves étaient toujours matées à coups de fusils dans la banlieue de Bangkok. Les buffles rouges, l'organisation des fascistes, ont assassiné toute l'année dernière de nombreux étudiants, ils ont attaqué des usines en grève, et assassiné des dirigeants ouvriers, dans les campagnes, ils ont organisé la terreur blanche, les militants paysans étaient assassinés par dizaines.

Le ministre de la Défense qui est à la tête de la junte fasciste installée avec les dollars américains a affirmé



La rage fasciste...

que l'armée devait prendre le pouvoir parce que le gouvernement de Pramoj avait été incapable de briser les luttes populaires. La terreur est à la mesure des craintes des Américains et de la droite thaïlandaise : le puissant mouvement de masse, notamment dans la région de Bangkok se combine avec la lutte armée dans le Nord de la Thaïlande face à laquelle les troupes thaïlandaises ont subi des défaites sérieuses depuis plusieurs mois. Par le massacre, ils veulent briser la combinaison des deux forces

de combat populaires qui de plus en plus tendaient vers un même but : l'indépendance réelle de la Thaïlande, la fin du régime reposant sur les capitalistes liés aux capitaux américains et des grands féodaux. Par le massacre, ils veulent contenir la lutte armée dans le Nord du pays.

C'est cette crainte, cette peur panique devant un mouvement permanent depuis trois ans, et à la suite des défaites militaires au Nord, qui sous-tend les massacres atroces de Thaïlande.

A l'université de Thammasat mercredi après-midi...



INTERNATIONAL

Après le voyage de Giscard en Iran

LES MASSES CONTRE LE CHAH ET POUR L'INDEPENDANCE

Le voyage de Giscard en Iran a donc été un voyage d'affaires grâce auquel Giscard veut trouver des débouchés au plan de restructuration de la bourgeoisie française. Il a répété l'opération Chirac en 1974, qui avait ramené des contrats et des promesses importantes d'Iran et de différents pays arabes. Cette fois, c'est Giscard en personne qui s'est déplacé. Les contrats d'Iran, d'Irak, d'Arabie Séoudite sont loin d'avoir tous débouché sur des commandes fermes. Que Giscard ait été obligé de se transformer lui-même en représentant de commerce souligne les difficultés de plus en plus profondes

auxquelles se heurte l'impérialisme français, qui n'arrive pas à s'imposer face aux concurrents américains et allemands notamment pour les commandes en biens d'équipement sur lesquelles repose la restructuration. Les résultats de ce voyage c'est le renforcement des liens entre l'Iran du chah et le gouvernement français, le soutien apporté par Giscard à celui-ci, tant dans la violente répression qu'il exerce face à son peuple que dans la politique de menace contre les pays de la région que le chah entretient en permanence.

Communiqué sur le voyage de Giscard d'Estaing en Iran

L'actuelle visite officielle du chef de l'impérialisme français en Iran s'effectue à un moment où, face à la lutte montante du peuple iranien et à la crise croissante et insoluble de l'oligarchie dominante en Iran, le régime du Chah et l'impérialisme mondial, et en premier chef l'impérialisme américain, recourent à une répression unique dans le monde contre l'ensemble du peuple iranien et des patriotes de toutes les tendances. Elle s'effectue à un moment où, profitant de la trahison toujours plus ouverte d'un régime totalement vendu à l'impérialisme, profitant des immenses possibilités naturelles et humaines que leur offre notre pays, les puissances impérialistes dont la France de Monsieur Giscard d'Estaing se livrent au pillage et à l'exploitation sans précédent de notre peuple travailleur ainsi qu'à la répression impitoyable de toute velléité de résistance que manifestent le peuple et les patriotes dans leur aspiration ardente à la liberté, à l'indépendance nationale et à la démocratie.

(...) Marchant dans le sillage de l'impérialisme américain et sous son hégémonie l'impérialisme français essaie par tous les moyens de conquérir des espaces plus grands du marché iranien et de remédier en partie à la grave crise qui le frappe de l'intérieur (...)

Ce soutien qui contribue, dans le cadre de la stratégie globale de l'impérialisme américain et dans le cadre de la rivalité de cette superpuissance avec la superpuissance URSS, à la réalisation des visées hégémoniques du régime du Chah et à son renforcement dans le rôle du gendarme régional de l'impérialisme américain, est complété par un soutien politique inconditionnel qui se manifeste notamment par le silence magistral du gouvernement de M. Giscard d'Estaing devant les crimes le

plus odieux commis par le Chah et par la répression scandaleuse des militants iraniens en France.

Aujourd'hui, grâce à la lutte héroïque du peuple iranien et aux sacrifices des révolutionnaires iraniens, grâce aussi à la lutte des étudiants iraniens à l'étranger et au soutien des forces progressistes du monde, il n'existe pas de démocrates et d'hommes libres dignes de ce nom, qui n'aient élevé la voix contre la barbarie et la tyrannie fasciste du régime des Pahlavis et c'est ainsi que le régime du Chah a bien trouvé la place qu'il méritait au côté des régimes les plus sanguinaires du monde tel que le Chili de Pinochet. Le peuple iranien fait peu de cas de l'attitude de ceux qui s'acharnent à accompagner les bourreaux jusque dans leur tombe. Il appartient aux forces progressistes et démocratiques et en particulier aux forces authentiquement révolutionnaires de poursuivre la dénonciation impitoyable du régime du Chah et le soutien apporté par l'impérialisme français à ce régime d'assassins, de compléter cette dénonciation par un travail de plus en plus large et profond de popularisation des luttes du peuple iranien et de ses organisations révolutionnaires. Cette lutte qui s'est résolument engagée sur la voie de la conquête de l'indépendance nationale et de la démocratie par la voie du renversement total de la domination du régime réactionnaire et de l'impérialisme se manifeste aujourd'hui à travers d'innombrables grèves ouvrières, révoltes paysannes, manifestations étudiantes et actes de guérilla rurale et urbaine qui ne cessent de se développer.

Vive la solidarité entre les peuples iraniens et français !

Paris le 4.10.76
Union des Etudiants Iraniens en France

100 000 grévistes en un mois à Téhéran

LA TERREUR FASCISTE IMPUISSANTE

Au cours du mois de juin, il y a eu cent mille grévistes dans la région de Téhéran. Les usines Goodrich (pneumatiques US), Benz Khavar (filiale de Benz RFA), Butagaz, ainsi que dans les usines de tissage, des grèves prolongées étaient déclenchées, pour exiger le paiement des retards de salaires, le paiement de salaire pour les deux heures de transports quotidiens que doivent accomplir les ouvriers de la capitale.

Chez Goodrich, la grève a duré vingt-six jours, chaque équipe venait normalement au travail et occupait l'usine. Au bout de vingt-trois jours, le patron a exigé que les ouvriers signent une déclaration pour mettre fin à la grève sous la menace d'une intervention de la police. Les ouvriers ayant refusé, la police attaquait l'entreprise défendue par les occupants. Auparavant, la police envoyait des « négociateurs » en fait des membres de la SAVAK, la police politique du Chah

qui essayait de découvrir les dirigeants de la grève. Les ouvriers exigeaient de discuter avec eux dans des pièces sans lumière pour déjouer ce piège. Aujourd'hui la police attaque directement les entreprises en grève, sans discussions préalables.

Elle réprime tous les ouvriers de l'entreprise, parce que la tactique « sélective » a échoué, parce que les ouvriers ont affirmé leur unité sur la conduite de la grève.

« NOUS NE SIGNERONS PAS »

Dans les usines de textile, la SAVAK s'est emparée de dix-sept ouvriers pour les obliger à signer des déclarations par lesquelles ils se repentiraient de participer à la grève et s'engageraient à dénoncer leurs camarades de travail. Tous ont refusé de signer : plusieurs ont déclaré « signer ce papier signifie trahir ».

RÉSISTANCE DE MASSE AUX PROJETS DU CHAH

Cette impuissance de la terreur fasciste face à la détermination de la classe ouvrière et du peuple se retrouve dans les soulèvements de Azimie et Chamirnéno, dans la banlieue de Téhéran. Cinquante mille ouvriers et employés avaient occupé un terrain de la banlieue Sud de Téhéran et y avaient construit des logements de fortune ne pouvant se loger dans les immeubles de Téhéran aux prix trop élevés. Le gouvernement avait décidé de les chasser pour construire des immeubles. Pendant plusieurs jours, de véritables batailles rangées ont opposé la police et l'armée aux habitants de cette zone qui avaient décidé de se défendre. L'une des organisations révolutionnaires, les Combattants du Peuple, a fait sauter, en signe de solidarité le commissariat et la mairie.

La lutte contre le régime du Chah est aujourd'hui l'affaire des larges masses, qui ne se laissent pas intimider, ni par la police, ni par la SAVAK. Parmi les quarante-cinq mille prisonniers politiques, il y a de nombreux ouvriers, paysans, employés qui ont participé à des luttes contre le régime, pour la défense de leurs intérêts. Au cours des grèves du mois de juin, pour la première fois, au delà des revendications de chaque usine, un mot d'ordre commun a pris corps dans les usines en lutte : « Pain, logement et liberté ». La conscience se fait jour au travers des luttes extrêmement dures que mènent les masses que leurs revendications les plus vitales ne trouveront de débouchés que dans la destruction du régime du Chah. La SAVAK et la police n'ont pu écraser cette prise de conscience.

Zimbabwe

Luttes de masse et lutte armée

Les guerilleros détruisent un train

Un train transportant du minerai a été détruit par une unité de l'armée de libération, il y a deux jours, a reconnu le régime raciste de Ian Smith. La lutte armée continue et se développe même : contrairement aux affirmations du régime raciste, les opérations militaires de l'armée populaire du Zimbabwe ne sont pas cantonnées aux frontières comme le montre cette attaque. Aujourd'hui, c'est au cœur de la Rhodésie que se déroule une bonne partie des combats. La plupart des communiqués des racistes ne contiennent pas de localisation, sauf lorsqu'il s'agit de la région frontalière avec le Mozambique.



Deux policiers blancs sont encerclés par des milliers de manifestants africains. Depuis que Smith a dû accepter le principe de la venue au pouvoir de la majorité africaine, les manifestations ont été organisées à plusieurs reprises. Devant la volonté des masses africaines, le régime raciste est dans l'impuissance ; ces manifestations au cœur des villes, sont le complément des opérations militaires et tendent vers le même but : l'indépendance complète de sans conditions, contrairement aux tentatives de Kissinger et du gouvernement anglais.

en bref... en bref...

● EGYPTE : Au cours du défilé militaire qui a marqué l'anniversaire de la guerre d'octobre, l'armée égyptienne a présenté pour la première fois des armes d'origine occidentale, en même temps que le matériel soviétique qui constitue encore la plus grosse partie de l'équipement égyptien. La décision de diversifier les sources d'armement

prise il y a trois ans, n'a pas permis à l'Egypte de se dégager totalement de la dépendance à l'égard de l'URSS dans ce domaine, par laquelle l'URSS avait prétendu diriger l'armée égyptienne dans la guerre d'octobre. Les pays occidentaux ne tiennent pas à fournir à l'Egypte du matériel équivalent qui pourrait constituer une menace sérieuse pour Israël.

IRLANDE : DU NORD AU SUD

Enquête de Sébastien Gweltaz

UN PEUPLE CONTRE L'OCCUPANT BRITANNIQUE.3.

LA DÉPENDANCE NÉO-COLONIALE DU SUD

Se promener dans les rues du centre ou de la banlieue de Dublin donne une idée de la situation des masses irlandaises. Ce que l'on peut y observer est révélateur. Sur Grafton Street, rue très fréquentée du centre, où l'on trouve de nombreux magasins, des gens passent leur journée, debout sans marcher, à tenir une pancarte publicitaire pour tel ou tel magasin, cela pour un salaire dérisoire. A quelques dizaines de mètres de là, près de St Stephen Green, grand parc du centre de Dublin, on trouve des hôtels de luxe réservés à la bourgeoisie irlandaise. Dans les snack-bars, des personnes fouillent les poubelles dans l'espoir de trouver des restes à manger ; des enfants en haillons vous accostent pour demander quelques pence. Quant aux vendeurs de journaux, ils sont légions dans les artères du centre de la ville.

si vous avez le produit...



l'Irlande a la main-d'œuvre

IDA Ireland
15 rue de Valenciennes, 75011 Paris
Tél. 33 1 47 72 72 72
Fax 33 1 47 72 72 72

IDA Ireland
15 rue de Valenciennes, 75011 Paris
Tél. 33 1 47 72 72 72
Fax 33 1 47 72 72 72

IDA Ireland
15 rue de Valenciennes, 75011 Paris
Tél. 33 1 47 72 72 72
Fax 33 1 47 72 72 72

Publicité patronale...

GROUPES FASCISTES UNIONISTES ET FORCES «SPÉCIALES» DE L'ARMÉE BRITANNIQUE

ULSTER DEFENSE ASSOCIATION (UDA),
ULSTER VOLUNTEER FORCE (UVF),
LES RED HAND COMMANDOS (commando de la main-rouge, L'ULSTER VANGUARD

Tous ces groupes para-militaires «unionistes» recrutent parmi d'anciens militaires, des membres d'organisations «unionistes» comme l'Ordre d'Orange. Ils visent à maintenir l'union de l'Ulster avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne. Ils se livrent à des actions visant à renforcer la division entre travailleurs catholiques et protestants (pillage, vols, plasticages, assassinats de catholiques). D'autre part, ce sont eux qui assurent la «protection» des quartiers protestants, les fouilles, etc...

Tous ces groupes sont en liaison avec l'armée britannique (les SAS) et bénéficient d'une totale impunité et d'aides de la part de l'armée et de la police du Nord pour réaliser leurs agressions.

Quant à l'armée britannique, en dehors des régiments parachutistes, des commandos de marine et fusiliers marins, on trouve les unités spéciales : les SAS (Spécial Air Service) dont les actions tels les plasticages au Sud comme au Nord ne visent qu'à provoquer un renforcement de la répression contre les patriotes irlandais (plasticages en 1972 à Dublin, qui permirent le vote de l'acte d'offences contre l'Etat, loi des plus répressives). Ils sont spécialistes d'assassinats qui renforcent la division entre catholiques et protestants (on peut leur attribuer, entre autres, l'assassinat de dix travailleurs protestants en janvier 76). Le Military Reaction Group, en plus d'activités semblables à celles du SAS, se livre au renseignement.

Ces groupes agissent tant au Nord qu'au Sud (on a découvert par exemple un groupe d'action des SAS agissant dans la campagne en Irlande du sud).

En longeant la Liffey, vers le nord, lorsque l'on prend des petites ruelles, véritables dédales, nombre de maisons sont dans un état de grande insalubrité et délaissées. Beaucoup d'entre elles sont à vendre. Dans les appartements encore habitables, il n'est pas rare que s'entassent de nombreuses personnes. Des brasseries Guinness s'échappent une odeur insupportable, les conditions de travail y sont très pénibles, les visites de l'usine sont prévues mais se réduisent seulement à la projection d'un film et à la dégustation d'une Guinness... On ne voit pas les ouvriers.

En Irlande, le taux annuel d'inflation est proche de 30%, des produits comme l'essence ont augmenté de 13% en mars, le beurre de 12% en mars également.

Quant au chômage, il touche près de 20% de la population. Environ 1000 petites exploitations agricoles font faillite chaque année, ce qui est considérable pour un petit pays comme l'Irlande. La lecture de ces chiffres nous montre à quel point la République d'Irlande est atteinte par la crise économique qui touche tous les pays capitalistes. Ici, la situation est aggravée par le fait que la grande majorité de l'économie est aux mains de l'impérialisme britannique. Lorsque l'on regarde tous les secteurs de l'économie irlandaise, on voit que

dans la plupart des cas, ceux-ci sont contrôlés dans leur quasi totalité par les capitalistes anglais. Le secteur bancaire, les plus grandes compagnies, au nord comme au sud, comme la Northern Bank, l'Ulster Bank, etc... sont contrôlées par des banques anglaises telles la Westminster Bank ou la Midland Bank. Quant au secteur industriel, il se caractérise également par la main-mise des Britanniques et d'autres étrangers sur 80% de toute l'industrie.

Les trusts Guinness, Jacobs et Gouldings and Sunbeam sont anglais ou filiales de trusts anglais. Les quelques entreprises proprement irlandaises sont en déclin et font faillite puis sont rachetées une par une par les trusts anglais. Ainsi, l'unique moyen d'arriver à se maintenir est d'être intégré dans l'économie britannique.

Mais, l'impérialisme britannique, lui-même touché par la crise, alors que ce qui lui reste de son empire ne cesse de rétrécir comme une peau de chagrin, tente de faire payer la crise par les travailleurs anglais et ceux de ce qu'il lui reste de colonies ou néo-colonies, comme c'est le cas pour la République d'Irlande.

Pour cela, il a instauré, au nord qu'il contrôle directement, et au sud par l'intermédiaire d'une bourgeoisie qui lui est très liée, le «National Wage Agree-

ment» (accord national sur les salaires) accord passé entre le gouvernement et les Trade-Unions, qui fixe la hausse des salaires pour un an, tout comme en Angleterre entre les TUC et le gouvernement travailliste. Lourdement touchée par le chômage et l'inflation, durement exploitée dans les bagnes capitalistes, subissant les restrictions que lui imposent les industriels anglais détenteurs du capital, la classe ouvrière se trouve dans une situation désastreuse.

Mais cette situation, de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui la rejettent. Comme les travailleurs du secteur bancaire, en août, qui ont fait une grève de deux semaines. Ainsi, par leurs luttes, les travailleurs s'opposent directement au «National Wage Agreement» prôné par la bourgeoisie et, accepté par les Trade Unions réformistes. Déjà dans divers secteurs d'activité, des syndicats refusent de signer l'accord sur les salaires et entrent en lutte, avec les ouvriers, pour la satisfaction immédiate de leurs revendications.

Subissant partout la présence de l'impérialisme britannique qui les exploite, de plus en plus nombreux sont les travailleurs décidés à libérer l'Irlande de toute domination étrangère, chasser la bourgeoisie irlandaise inféodée aux Britanniques, réunifier leur pays et construire une autre société.



«les occupants Britanniques dehors!»

Les origines de l'armée Républicaine Irlandaise

Plusieurs révoltes importantes ont émaillé les huit siècles de domination britannique sur l'Irlande. En 1789, un jeune avocat protestant, Wolfe Tone, crée le mouvement «United Irishman» (Irlandais Unis), qui dirige une révolte des paysans catholiques et protestants contre le rente foncière et les impôts. «United Irishman» marque le début de l'organisation des Irlandais contre la domination britannique.

Après la famine de 1845, qui fit 1,5 million de morts, et causa une vague d'émigration (Population de l'Irlande, 1845 : 8,5 millions ; 1966 : 4,5 millions), naît le mouvement Féniain puis l'Irish Republican Brotherhood (fraternité des Républicains Irlandais). En 1905, J. Connolly crée l'Irish Citizen Army (Armée des Citoyens Irlandais).

Après l'écrasement de l'insurrection du lundi de Pâques 1916, l'IRA, née de la fusion de l'Irish Citizen Army et de l'Irish Republican Brotherhood, continue le combat. Le Sinn Féin fondé en 1905, est la branche politique de l'IRA. En 1970, suite à des divergences quant au combat à mener, le Sinn Féin et l'IRA éclatent en deux branches : les «officiels» et les «provisionnels». Les «officiels» ont décrété la trêve depuis 1972 et considèrent qu'il faut cesser la lutte armée, qu'il s'agit d'avoir la paix. Quelle paix ? les «provisionnels» disent qu'ils faut continuer la lutte armée pour chasser l'occupant britannique. Ils déclarent que «depuis sa fondation, le Sinn Féin dénie aux Anglais le droit de diriger l'Irlande».

Similairement, il refuse de reconnaître les deux parlements de la partition ; le Stormont au Nord et celui du Leinster au sud, imposés au peuple irlandais par l'acte de gouvernement britannique de l'Irlande, 1920, et le traité de 1921.

Les «Provisionnels» ont protégé les catholiques au Nord lors des attaques de leurs quartiers par les groupes fascistes protestants.

Extrait d'une interview avec un dirigeant du Sinn Fein Provisoire

QdP : Quelle est la situation de la classe ouvrière en Irlande, au nord et au sud ?

Sinn Fein : Elle est désastreuse, il y a environ 200 000 chômeurs. Le nombre de chômeurs est le plus élevé de tout le marché commun, proportionnellement. Les deux gouvernements (nord et sud) représentent, pour la classe ouvrière, une faillite complète ; la situation semble être appelée à empirer. En effet, pour-quoi la législation répres-

sive a-t-elle été introduite ?

Bien sûr pour combattre le mouvement révolutionnaire, comme ils l'ont affirmé. Mais elle sera aussi utilisée contre les chômeurs quand ils se mettront en mouvement, contre les syndicats. C'est qu'il va y avoir beaucoup d'agitation, avec les fermetures d'usines et tout le reste. En fait, la mobilisation de la classe ouvrière n'a jamais été aussi importante que maintenant, elle l'est plus encore que dans la période

1916-1921. La classe ouvrière est très consciente de sa situation dans la société, et d'ici quelques années, elle rejoindra totalement le combat pour une nouvelle Irlande. Il y a un bon espoir pour cela. Mais pour l'heure, la situation est complètement noire : c'est le statu-quo intégral, la classe capitaliste, qui tient la situation en mains, est en faillite complète. Nous nous considérons comme une organisation qui doit conduire la classe ouvrière à la victoire finale.

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

Avant les vacances, nous lançons une campagne d'abonnements exceptionnels, pour le premier anniversaire du Quotidien du Peuple.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple», et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le Quotidien du Peuple pour vivre, c'est sur eux aussi qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître.

C'est pourquoi la carte «d'abonné ami» donne aux abonnés la possibilité d'être associé plus facilement au

journal, en même temps qu'elle offre une série d'avantages. Nous avons proposé que le prix de l'abonnement puisse être versé soit intégralement à la commande, soit échelonné sur trois mois, afin que le maximum de travailleurs puissent recevoir chaque jour le Quotidien, s'en servir comme d'une arme. Déjà, de nombreux abonnés ont commencé à payer leur deuxième versement.

Pour que les abonnés reçoivent le journal le jour même, nous avons décidé de sortir, avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition mise en kiosque, une édition spéciale pour les abonnés, tirée plus tôt, et livrée aussitôt à la poste. C'est ce qui est fait désormais depuis le 23 septembre. D'ores et déjà, beaucoup de lecteurs de province éloignée se sont abonnés parce qu'ils avaient le journal

en temps voulu. Il s'agit donc de faire un premier bilan, pour supprimer les dernières insuffisances.

Cette campagne d'abonnements est importante, c'est pourquoi la parution quotidienne de la page telle qu'elle était ne saurait suffire.

Participez activement à cette campagne dans les colonnes du Quotidien afin qu'il rende compte de la mobilisation de tous les lecteurs dans cette bataille. Abonnez vous, continuez à abonner autour de vous, dans votre famille, dans votre atelier ou votre bureau. Mais participez aussi à cette bataille en joignant à votre formulaire d'abonnement un mot expliquant pourquoi vous vous abonnez, pourquoi tel camarade de travail se mobilise aussi pour abonner ses collègues.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple» et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le «Quotidien du Peuple» pour vivre, c'est sur eux qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître. C'est pourquoi la carte d'abonné-ami, en même temps qu'elle offre une série d'avantages, donne la possibilité d'être associé plus étroitement au journal.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

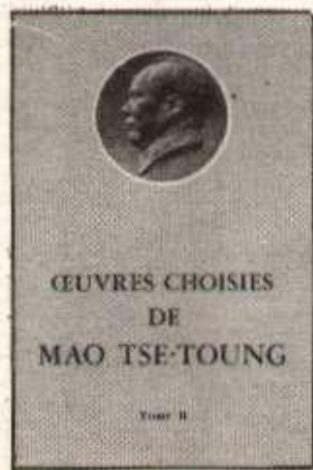
● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrésou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.

Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.

«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.

«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e

«Olympic», 10, rue Boyer

«Entrepot», 7, rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRmi, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRmi»

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal..... 300 F

Abonnement de soutien..... 500 F

Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :

- En une fois.....

- En trois fois.....

parmi vos lettres...

Amis du Quotidien du Peuple, Je suis très intéressée par un abonnement au journal parce que c'est une façon de maintenir le contact avec la ligne du Parti, et surtout la possibilité d'avoir l'analyse marxiste-léniniste de la lutte du prolétariat en France et dans le Tiers Monde.

Je crois aussi pouvoir contribuer à la diffusion de nos points de vue. Je souhaite à tous les camarades les plus grandes victoires dans notre lutte (...).

M.V. P. Vincennes

Chers camarades,

Je m'abonne parce que la lecture du Quotidien me semble indispensable. C'est parce que le journal progresse et c'est aussi parce qu'avec le plan Barre, les luttes qui s'annoncent on se sent de plus en plus «concernés» par ce qui se passe dans les usines, réellement, chaque jour... Avec le temps de transport, le travail, les enfants à s'occuper et le ménage à faire, il se passe des jours où j'hésite par manque de temps à faire le détour pour acheter le journal au kiosque. Votre formule d'abonnement m'a donné des idées !

M.L. Paris

Je vous écris pour vous informer de mon changement d'adresse. (...) L'envoi du Quotidien du Peuple fonctionne mieux. Au début de mon abonnement, je le recevais une fois ou deux en retard et même pas du tout les 1^{er} et 2 septembre. Depuis une quinzaine de jours, il arrive normalement...

A. L. Rennes

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au Quotidien du Peuple BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions BUCHET-CHASTEL

18^e épisode

Le mardi qui suivit le Circuit, il la retint contre lui pour un second baiser. Elle pensa qu'il estimait que son héroïsme pendant la course et sa blessure lui donnaient de nouveaux droits. Elle détourna la tête. Les lèvres du garçon s'attardèrent derrière l'oreille et sur la nuque. Elle se dégagea.

« Asseyez-vous, dit-elle.

— Vous êtes sans cœur », dit-il.

Elle eut un petit rire.

Elle fit le tour de la table, et s'assit sur la chaise de travail à haut dossier. Il esquissa le mouvement de la suite.

« Non », dit-elle.

Busard rebroussa chemin et s'assit en face d'elle. Elle reprit l'ouvrage en train et se mit à broder. Telle était la règle qu'elle avait imposée pour le début de leurs soirées. Depuis dix-huit mois qu'ils se fréquentaient, sans qu'elle lui eût cédé aussi complètement qu'il ne cessait de le demander avec une ardeur qui n'avait pas diminué, un code s'était formé, qui réglait leurs entrevues dans le moindre détail. Les rapports d'un être qui désire et d'un être qui se défend prennent le plus souvent un aspect juridique; certains œufs, certains corps ne s'acquiescent qu'après d'interminables procès. Chaque nouvelle privauté coûtait à Busard plus de soins à obtenir qu'à des diplomates mûris dans la carrière, les modifications d'un traité international.

« Comment va ta jambe? » demanda-t-elle.

Quand ils étaient seuls, ils se disaient vous pour tout ce qui a rapport avec l'amour, mais se tutoyaient pour tout le reste. Cela faisait partie de leur code tacite.

« Ce n'est rien, dit Busard. Le docteur m'a passé à la radio. Je pourrai courir dimanche.

— Tu vas t'esquinter.

— Si vous m'aimiez, dit-il, vous verriez ce que je serais capable de faire. »

Elle portait une nouvelle blouse de piqué blanc, avec des revers légèrement empesés. Le trait de rouge aux lèvres répondait à la fraîcheur des joues. La coiffure en ondulations bien régulières, comme les tuiles d'un toit qui vient d'être achevé, Busard pensa à l'expression qui compare un visage à la façade d'une maison. Les yeux bleus comme des volets fraîchement peints.

« Comme vous êtes pimpante », dit-il.

Elle leva la tête vers lui :

« Vous me direz cela tout à l'heure. »

Tout à l'heure, c'était une fois son travail achevé, quand elle l'autorisera à s'étendre sur le lit, près d'elle. Il avait gagné cette faveur des fins de soirée au quatorzième mois de sa cour.

A l'idée de tout à l'heure, il sentit son ventre devenir lourd.

« Tout de suite! demanda-t-il.

— Non, dit-elle.

— Pourquoi? demanda-t-il.

— Parce que je ne veux pas.

— Petite garce », dit-il tendrement.

Elle sourit.

« Vous me demanderez pardon tout à l'heure.

— Oui, dit-il.

— Reparlons un peu de cette course », dit-elle.

Il resta un instant silencieux, pour reprendre son souffle.

« Le représentant d'Alcyon, commença-t-il, m'a remarqué. Paul Morel me l'a dit. Ils vont peut-être me proposer un contrat... »

(à suivre)

«LA POÉSIE RÉVOLUTIONNAIRE
TELE UN TAMBOUR DE GUERRE»

Le dernier numéro de littérature chinoise

Ed. Pékin

Ce qui frappe dans ce dernier numéro de «Littérature Chinoise», c'est qu'il apparaît vraiment comme un prolongement, comme une illustration des «Interventions à Yenan» de Mao Tsé-toung. Les textes proposés sont en effet étroitement liés à la lutte qui se mène actuellement contre les tentatives de restauration du capitalisme; la littérature entre aussi de plain-pied dans le combat révolutionnaire et le renforce par son impact, par son niveau artistique.

Nous voyons aussi que, de plus en plus, la création culturelle en Chine est aux mains des travailleurs puisque une partie de la revue est consacrée à des poèmes écrits par des villageois, ceux de Sia Rintchouang, unité d'avant-garde dans le mouvement «que l'agriculture s'inspire de Tatchai».

LA LUTTE AU SEIN
DU PARTI

La partie centrale de ce numéro de «Littérature Chinoise» est occupée par une nouvelle «Les sans peur». Œuvre vraiment intéressante à maints égards. Le sujet de ce récit est la lutte non pas contre un ennemi extérieur mais au sein même du Parti, et parmi les cadres diri-

geants, ce qui est un nouveau signe de la volonté des camarades chinois de montrer, au grand jour, les contradictions, les affrontements même au sein du peuple.

Sont mis en scène deux sortes de dirigeants: l'un qui a réussi à passer sans grand dommage à travers la tempête de la révolution culturelle et qui réinstalle la routine bureaucratique dans son district en expliquant: «Le dirigeant, lui, doit penser non seulement à la gauche, mais regarder un peu vers la droite; il lui faut aller de l'avant, mais en regardant un peu en arrière». Avec ces beaux principes du juste milieu, il encourage la propriété privée, les stimulants matériels et surtout condamne ce qu'il appelle «les taureaux fonceurs».

TOU LEH «LE GAUCHISTE»

C'est justement la seconde catégorie de dirigeants qui est représentée surtout par le jeune Tou Leh. Ceux-là ont une «humeur de révolte», se comportent en «gauchistes» soi-disant; mais en réalité, leur vigilance révolutionnaire démasque les dangers de révisionnisme qui courent à l'intérieur d'expériences qui,

à première vue, pourraient paraître de pointe.

Et Tou Leh s'indigne. Quand on parle de limer son âpreté «S'il faut couper les ongles, on n'a pas pour autant à trancher les doigts, car les doigts tranchés, la main est inutile! Si on lime notre énergie révolutionnaire, qu'est-ce que nous deviendrons? Rien qu'une boule de verre polie qui n'accroche plus la lumière. Je ne veux pas».

«NOUS APPARTENONS
A UNE CLASSE
TOUTE NOUVELLE»

Certes le dirigeant révisionniste «qui a mis ses souliers neufs, mais continue sur le vieux chemin» parviendra à écarter Tou Leh «le gauchiste», mais celui-ci reste bien décidé à lutter de plus belle. «Pourquoi, précise-t-il, Marx avait-il loué avec ardeur les fonctionnaires de la Commune de Paris qui recevaient le même salaire que celui des ouvriers ordinaires? C'est qu'ils ont lancé, eux, les premiers, une bombe au droit bourgeois considéré depuis des siècles comme une chose sacrée par toutes les classes exploiteuses! Nous appartenons à une classe to.

nouvelle, nous sommes la jeune génération du Parti que le président Mao a fondé en personne, notre tâche est lourde, notre chemin long».

UN STYLE VRAIMENT
PROLÉTARIEN

Ce récit, qui reflète en la concentrant la lutte entre les deux lignes, est un bel exemple de littérature révolutionnaire, telle que la définissait le camarade Mao Tsé-toung à Yenan: il part des problèmes des masses, stimule par sa dynamique interne la volonté de continuer le combat de la révolution culturelle. Et cela sous une forme artistique élaborée: souplesse dans la conduite du récit, familiarité, humour, justesse de ton des dialogues, courtes notations réalistes, significatives... Ce qui court aussi constamment en filigrane, c'est une confiance dans la vie, un amour de la nature, une gaieté qui jaillit spontanément comme un rire. En somme, un style neuf suscité par la nouveauté même du contenu, un style prolétarien.

Paule SACONNET

Littérature Chinoise N°9 1976
Ed. Pékin, 1,70 F
Parution mensuelle

Programme télé

SAMEDI 9 OCTOBRE

DIMANCHE 10 OCTOBRE

TF 1

TF 1

13 h 00 - Journal
14 h 25 - Samedi est à vous
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un : Jane Birkin
21 h 30 - Matt Helm
22 h 30 - Place à la danse
23 h 30 - Journal

14 h 00 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une
17 h 20 - Poil de Carotte
18 h 45 - Les jours heureux
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Trop tard pour les héros, film de guerre américain de R. Aldrich
22 h 40 - Questionnaire : Jacques Fauvet «Le Monde» en question?
23 h 40 - Journal

A 2

A 2

13 h 00 - Journal
14 h 35 - Les jeux du stade
17 h 10 - C'est pour rire
18 h 00 - La course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La poudre aux yeux - comédie d'Eugène Labiche
21 h 40 - Les gens heureux ont une histoire
22 h 20 - Drôle de baraque
23 h 00 - Journal

14 h 50 - Oliver Twist
16 h 20 - Des animaux et des hommes
17 h 15 - Chacun chez soi
18 h 05 - Super Jaimie
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Récital - Charles Dumont
21 h 30 - La dynastie des Forsyte
22 h 30 - Signe des temps
23 h 20 - Journal

FR 3

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - cavalcade
20 h 30 - Nouvelle-Orléans bien-aimée
21 h 45 - Journal

17 h 50 - Les grandes batailles du passé
18 h 45 - Spécial DOM-TOM
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - La flèche noire
20 h 30 - «L'homme en question»: L'émission commence par un portrait de G. de Villiers, auteur de romans d'espionnage fascinants (S.A.S.). Ce portrait est suivi par un débat entre quatre journalistes qui donneront leur point de vue sur le personnage.
21 h 45 - Le court métrage français
22 h 15 - Journal
22 h 30 - Cinéma de minuit : Le désert rouge

LE PLAN BARRE NE PASSERA PAS !

*Jeudi, durant plus de 6 heures,
de la Nation à la République...*



«LE PLAN BARRE
NE PASSERA
PAS»



«C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT LUTTER»



LE PLAN BARRE,
C'EST AUSSI LA RÉPRESSION



HOSPITALIERS : LE 7 N'EST QU'UN DÉPART

SÉCURITÉ SOCIALE :
OFFENSIVE OUVRIÈRE



MÉTALLOS :
AUJOURD'HUI DANS LA RUE,
DÈS DEMAIN ON CONTINUE

